

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

FRANCE3

Derrière la crise politique, la guerre sociale

- La CGT et la marche à la guerre
- Argentine: le gouvernement Milei
- Bangladesh: un an après la « révolution de Juillet »
- Cameroun: la sale guerre coloniale de la France
- Léon Trotsky, *Les Questions du mode de vie*

Manifestation à Marseille, le 10 septembre 2025, dans le cadre de la journée « Bloquons tout ».

Au sommaire de ce numéro

Derrière la crise politique, la guerre sociale	1
La CGT et la marche à la guerre	5
Argentine: après deux ans de gouvernement Milei	12
Bangladesh: un an après la « révolution de Juillet », les combats décisifs restent à venir	18
Cameroun: la sale guerre coloniale de la France (1955-1971)	25
Léon Trotsky, <i>Les Questions du mode de vie</i>	31

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 – BIC

PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Derrière la crise politique, la guerre sociale

La chute du gouvernement Bayrou, auquel le 8 septembre 364 députés, dont certains du groupe LR qui appartenaient à son « socle commun », ont refusé la confiance, est un nouvel épisode de la crise politique qui se prolonge depuis la réélection de Macron à l'Élysée en 2022. Si la dissolution de juin 2024, avec toutes les manœuvres politiciennes qui l'ont accompagnée, a aggravé cette crise en émiettant l'Assemblée nationale en plusieurs blocs rivaux dont aucun n'a de majorité, celle-ci illustre une crise plus profonde de la démocratie bourgeoise dans une période où le système capitaliste est devenu sénile.

À peine Bayrou chassé, Macron l'a remplacé par Sébastien Lecornu, ex-ministre des Armées, fidèle macroniste venu de la droite, avec la mission de former un gouvernement capable de faire passer le budget 2026 sans être immédiatement censuré. Avec cette nomination, Macron affirme avec morgue le maintien de sa ligne politique qui consiste à défendre les intérêts de la classe capitaliste en mettant les caisses de l'État à sa disposition, en réduisant la part des richesses qui revient, sous une forme ou sous une autre, aux classes populaires, et en facilitant par tous les moyens l'exploitation des travailleurs. À charge pour Lecornu de trouver un enrobage de son budget qui lui permette d'obtenir la neutralité sinon le soutien du PS, prêt à bien des contorsions, ou du RN, partagé entre sa base « dégaïste » et sa quête de respectabilité vis-à-vis du grand patronat.

SAUVEGARDER LES PROFITS PATRONAUX AUX DÉPENS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Dans ce système capitaliste en crise, où la concurrence est de plus en plus féroce, les profits du grand patronat ne peuvent être sauvegardés que si l'État

lui fournit de l'aide, et donc en taillant dans les budgets des hôpitaux, de la Sécurité sociale, des collectivités locales, etc. C'étaient les exigences formulées par le président du Medef au lendemain de l'accord conclu le 27 juillet entre Trump et von der Leyen fixant à 15 % les taxes sur les produits européens exportés aux États-Unis. C'était le fondement du plan Bayrou qui prévoyait 44 milliards d'euros de coupes budgétaires qui auraient été intégralement supportées par les classes populaires.

Au fond, cette politique sera évidemment poursuivie quel que soit le prochain gouvernement et même quelle que soit la majorité qui pourrait sortir des urnes si Macron, en cas d'échec de Lecornu, était finalement obligé de dissoudre de nouveau l'Assemblée nationale. Cette politique serait, bien sûr, celle du RN qui vient d'envoyer une *Lettre aux entrepreneurs de France*, dans laquelle il leur promet des coupes budgétaires à hauteur de 100 milliards d'euros, des suppressions de postes de fonctionnaires par centaines de milliers et un « *choc fiscal positif* », c'est-à-dire de nouvelles exonérations d'impôts. Mais elle serait aussi menée par un éventuel gouvernement des partis de gauche. S'ils prétendent aujourd'hui vouloir taxer, un

peu, les riches, on sait qu'ils s'aplatiront demain devant eux, comme ils l'ont fait à chacun de leurs passages au pouvoir.

Tous les députés de l'Assemblée nationale, y compris ceux de LFI et du RN, ne jurent que par l'intérêt national, c'est-à-dire en fait les intérêts de la classe capitaliste qui domine la société. La plupart des partis sont allés témoigner respectueusement de leur compréhension des intérêts du patronat lors des journées de rentrée organisées par le Medef, les 17 et 28 août. Quand ils n'ont pas gouverné ensemble, quand ils n'ont pas appartenu, à un moment ou un autre, au même parti, ces politiciens se sont succédé au pouvoir, les uns terminant les mesures entamées par les autres.

Ce ne sont pas leurs convictions qui empêchent les différents partis de former une grande coalition pour mettre en œuvre, ensemble, la politique réclamée par la bourgeoisie, ce que déplorent les commentateurs qui comparent avec la situation dans d'autres pays. Ce sont les petits calculs à court terme des uns et des autres, leurs rivalités dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027 ou de nouvelles élections législatives anticipées, qui les ont poussés à censurer Bayrou et qui les conduiront à soutenir, ou au contraire à



Manuel Bompard, Marine Tondelier, Bruno Retailleau, Gabriel Attal, Fabien Roussel et Jordan Bardella. Les six chefs de partis sont venus rivaliser d'éloquence devant les patrons du Medef, le 28 août.

entraver, Lecornu.

Aux yeux du patronat, qui dénonce une nouvelle fois « l'instabilité » et « l'incertitude » dommageables pour les affaires et le report des réformes et de l'application des lois qu'il attend, les dirigeants politiques, Macron en tête, sont des irresponsables. Cette irresponsabilité, en tout cas cette incapacité à gérer la situation aussi efficacement que le voudrait le patronat, ne résulte pas seulement de l'égocentrisme buté de Bayrou ou de la « psyché de Macron », pour reprendre une formule du journal *Le Parisien* du 8 septembre. Elle résulte, en partie, du système politique qui s'est établi en France, au fil des crises et des guerres, qui accorde un rôle prédominant au président de la République ou de l'ostracisation de l'extrême droite pendant plusieurs décennies. Elle résulte, surtout, de l'impasse dans laquelle se trouve le système parlementaire dans cette période de crise économique profonde. Pour que la démocratie bourgeoise fonctionne sans à-coups, pour qu'une écurie politicienne puisse remplacer sans heurt celle qui s'est usée au pouvoir, il faut que les gouvernements aient quelques motifs de satisfaction à fournir à leurs électeurs. Pour se faire élire – et surtout réélire – il faut que les députés aient autre chose que « du sang et des larmes » à promettre aux classes populaires.

CRISE POLITIQUE ET CRISE ÉCONOMIQUE

Or l'économie capitaliste est dans la même impasse que celle qui a déjà conduit à deux guerres mondiales. Les capitalistes ont un

besoin permanent de débouchés pour leurs capitaux. Ils doivent pouvoir réinvestir sans cesse leurs profits pour en réaliser de nouveaux. Ceux qui n'y arrivent pas font faillite ou sont absorbés par les plus gros. Les grandes entreprises sont devenues des multinationales pouvant produire bien plus que ce que leur marché national d'origine peut absorber. Elles s'affrontent sur un marché mondial qui s'accroît bien moins vite que leurs capacités de production. Cette concurrence de plus en plus dure et acharnée engendre les guerres commerciales entre pays rivaux et les guerres militaires ensuite.

Le système capitaliste se débat dans des contradictions qui se traduisent par un ralentissement de la croissance et des gains de productivité. Cela entraîne la financiarisation de l'économie. Sur le terrain du climat et de l'environnement, l'irresponsabilité des capitalistes tient, au sens propre, du principe « après-moi le déluge ». Elle engendre des catastrophes de plus en plus graves, à l'image des orages cataclysmiques et des incendies géants qui ont frappé de nombreux pays ou de la pollution des continents et des océans.

Pour dominer le monde, accéder aux matières premières, écarter des concurrents menaçants, le cynisme et la brutalité prévalent, comme Trump l'illustre au quotidien. Trump n'est pas fou, il n'est pas juste mégalomane : il est le vrai visage de l'impérialisme. Dans la jungle qu'est le marché capitaliste, celui qui possède le plus de capitaux impose ses règles. Trump, représentant de l'impérialisme le plus puissant, a sorti le gros bâton du protectionnisme pour tenter de

renforcer les capitalistes américains dans un système en crise. Ses concurrents, même quand ils s'appuient sur des États qui se veulent alliés des États-Unis, n'ont d'autre choix que de s'y plier.

Dans ce contexte, pour maintenir leurs profits, la seule solution pour les capitalistes est d'aggraver l'exploitation. Si les plus gros d'entre eux, américains ou pas, seront les gagnants des nouvelles règles du commerce international, les perdants seront à coup sûr les classes populaires, à commencer par celles des États-Unis qui subissent déjà les conséquences de l'inflation. S'ils restent passifs, les perdants seront les travailleurs du monde entier dont les salaires seront inéluctablement écrasés, les cadences de production intensifiées, le temps de travail rallongé, alors que les emplois seront supprimés, les retraites amputées. Voilà le programme obligatoire de tous les prochains gouvernements.

C'est aussi parce qu'ils n'ont que des coups à offrir aux classes populaires que les gouvernements sont de plus en plus ouvertement réactionnaires. Redoutant en permanence une révolte sociale, ils cherchent à la dévier et usent pour cela de la démagogie raciste, xénophobe ou communautaire en semant la division parmi les exploités, en alimentant la haine des immigrés, des étrangers ou des musulmans, en stigmatisant ceux qu'ils dénomment des assistés. Cette politique de division, au sein de la classe des travailleurs, ou entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie frappée par la crise, a été la bouée de secours de la bourgeoisie dans toutes les périodes de crise. Macron, Darmanin ou Retailleau, usent sans retenue du procédé, sans même que Le Pen, Bardella ou Ciotti soient parvenus au pouvoir.

AUTORITARISME ET MARCHÉ À LA GUERRE

Les prochains gouvernements devront donc être de plus en plus autoritaires. La politique de Trump aux États-Unis, qui

terrorise les étrangers, y compris ceux qui ont des papiers en règle, intimide les opposants à sa politique et accuse de terrorisme ceux qui critiquent son soutien sans faille aux crimes israéliens, fournit un modèle aux dirigeants des prétendues démocraties occidentales.

Cette évolution autoritaire est à relier à l'évolution vers une prochaine guerre générale, de plus en plus évidente, y compris aux yeux de travailleurs peu politisés. Les tensions et les guerres qui ravagent le monde alimentent cette inquiétude. Au Moyen-Orient, Israël poursuit ses guerres avec toujours plus de barbarie. Après s'être attaqué au Liban, à la Syrie, au Yémen, à l'Iran, Netanyahu a visé le Qatar. Il a lancé une nouvelle offensive dans le nord de Gaza, chassant pour la énième fois des habitants affamés et bombardant systématiquement les immeubles qui n'avaient pas été détruits. À chaque étape, il est soutenu par les États-Unis. En Ukraine, pour avoir leur part du gâteau, les dirigeants européens, Macron et Starmer en tête, écartés des négociations entre Trump et Poutine, veulent envoyer des troupes. S'appuyant sur les actes crapuleux de Poutine, qui multiplie les tirs contre des civils et envoie des drones jusqu'en Pologne, ils alimentent une campagne d'agitation autour de « la menace russe ».

Quand ce n'est pas la Russie qui est présentée comme une menace, c'est la Chine. Ainsi le défilé

militaire organisé par Xi Jinping, le 3 septembre à Pékin, a été présenté comme la preuve que la Chine serait la principale menace contre la paix dans le monde. Mais, si Xi Jinping a certes voulu démontrer que son pays a les moyens de résister aux pressions de l'impérialisme américain, les États-Unis, avec un budget militaire de 1 000 milliards de dollars contre 300 pour la Chine, sont bien plus menaçants.

Même si les dirigeants des États ne savent pas encore contre qui ils préparent la guerre, tous augmentent leurs budgets militaires. Sous la pression américaine, les pays de l'Otan se sont engagés à porter ce budget à 5 % de leur PIB d'ici 2035. Pour la France, cela porterait ce budget à 120 milliards d'euros, plus du double de ce qu'il est aujourd'hui, après qu'il a déjà doublé une première fois depuis 2017 ! C'est aussi pour dégager ces fonds que des coupes seront faites dans la santé et tous les services utiles à la population, quel que soit le prochain gouvernement. Sur ce terrain, les opposants à Macron, que ce soit le RN ou LFI, sont au garde-à-vous pour réclamer des moyens supplémentaires pour financer des engins de mort, à condition qu'ils soient « made in France ».

Ces milliards ne sont pas dépensés simplement pour enrichir les marchands d'armes, tricolores ou pas. Les campagnes militaristes ne sont pas une simple mise en condition pour faire accepter des sacrifices à la

population. *Le Canard enchaîné* du 26 août dernier a révélé qu'une note du ministère de la Santé enjoignait aux agences régionales de santé de mettre en place, d'ici mars 2026, un plan pour que les hôpitaux puissent accueillir jusqu'à 500 000 blessés de guerre. Cette note met en lumière que les chefs d'état-major et les ministères préparent méthodiquement la prochaine guerre.

QUELLE RÉPONSE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Aucune des menaces qui pèsent sur la classe des travailleurs, que ce soient les plans d'attaques qui se succèdent, contre ses conditions de vie et de travail, son accès à un emploi, un logement, un salaire ou une pension décente, des soins médicaux abordables, ou, plus fondamentalement, la marche à la guerre, ne pourra être enrayée sans arracher la direction de la société aux capitalistes. Il ne suffira pas, pour les écarter, de remplacer les politiciens haïs par d'autres qu'on n'aurait jamais essayés ou par ceux qui promettent un peu plus de justice sociale.

La tâche des communistes révolutionnaires est de défendre inlassablement l'idée que rien ne changera dans la société si la classe des travailleurs n'affronte pas la classe capitaliste. Il ne s'agit pas seulement de défendre leurs revendications vitales, celles qui visent à défendre leurs conditions de vie, leur salaire, leur emploi, il s'agit de contester la propriété bourgeoise sur les plus grandes entreprises de production, de distribution et sur les banques. Il faut, face à la crise, qu'elle devienne capable de prendre elle-même la direction de la société.

Le gouffre est immense entre ce programme, exigé par la situation générale, et le degré actuel de conscience et de politisation des travailleurs. Ce gouffre est le résultat des décennies de trahison et d'intégration dans l'État de la bourgeoisie des organisations, partis et syndicats, engendrées par le mouvement ouvrier. Mais il est inutile de le regretter, il faut



Une collecte des banques alimentaires : de plus en plus de personnes en ont besoin pour se nourrir.



Mercredi 10 septembre, à Ambérieu-en-Bugey (Ain).

s'atteler à rebâtir en s'appuyant sur ce qui demeure le précieux capital politique hérité des expériences révolutionnaires du passé, formulé par Marx, Lénine, Trotsky et d'autres dirigeants marxistes.

Il faut souhaiter, face aux attaques qu'elle subit, que la classe ouvrière réagira, retrouvera le chemin de la lutte de classe. Mais dès qu'une mobilisation sociale se fait jour, le premier problème qui se pose est celui de sa direction. Il est vital que les travailleurs créent leurs propres comités, leurs propres organes, pour les diriger et se placer à la tête des révoltes sociales. La classe ouvrière est en effet la seule classe à pouvoir mener jusqu'au bout le combat pour le renversement du capitalisme et pour instaurer une société sans exploitation. Dans cette voie, elle aura contre elle non seulement l'État et toutes ses institutions, préfets, police, justice, armée... mais aussi tous les chefs des syndicats et des partis qui défendent l'ordre social bec et ongles.

À cet égard, ce qui s'est produit le 10 septembre, journée annoncée en riposte au plan Bayrou, est significatif. Cette date a émergé sur les réseaux sociaux, lancée par des collectifs divers, avec des objectifs et des modes d'action aussi variés que flous : blocages, boycotts, voire confinements... Elle n'a pas été posée d'en haut, par les syndicats ou les partis officiels, mais a été relayée par en bas et a eu un écho assez large dans des milieux populaires, allant d'anciens participants au

mouvement des gilets jaunes à des travailleurs isolés ou de petites entreprises, éloignés des milieux syndiqués. Sans surprise, les directions syndicales ont commencé par dénigrer ces appels car elles n'en avaient ni l'initiative ni le contrôle. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, les a qualifiés de « nébuleux », tandis que Marylise Léon, de la CFDT, dénonçait ces « appels à la désobéissance », tout en recevant Bayrou à l'université d'été de son syndicat. Et si la CGT et de nombreuses organisations syndicales ont finalement appelé à participer à cette journée, les directions syndicales ont surtout décidé de répondre à cette initiative qui leur échappait en appelant à une grève nationale

le 18 septembre. C'était affirmer clairement que tout appel à une riposte doit émaner d'elles et que celle-ci doit rester en tout cas sous leur contrôle.

Dans toute la période qui vient, les travailleurs devront donc apprendre à mettre en avant leurs propres revendications, à utiliser leurs propres moyens d'action à commencer par la grève, et surtout à se donner les moyens de se diriger eux-mêmes, sans s'en remettre ni aux directions syndicales, locales ou nationales, ni aux partis qui cherchent à se donner une image d'opposants pour mieux les dévoyer, ni à quelque direction autoproclamée que ce soit.

Les militants révolutionnaires auront un rôle fondamental à jouer pour aider les travailleurs en lutte à s'organiser indépendamment des centrales syndicales et des partis qui feront tout pour prendre la tête des contestations et les trahiront à coup sûr. Dans cette période où les attaques patronales et gouvernementales vont s'intensifier, fournissant autant de motifs à de possibles ripostes ouvrières, la question des objectifs, des moyens d'action et du contrôle de la direction de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes, sera primordiale.

12 septembre 2025



Mercredi 10 septembre, devant l'usine Arkema Pierre-Bénite, au sud de Lyon, des grévistes se rassemblent.



Des moteurs pour le Rafale, chez Safran.

La CGT et la marche à la guerre

Par ses prises de positions, la CGT apparaît comme un syndicat qui, dans son ensemble, dénonce la marche à la guerre. Mais la plupart de ceux qui dirigent les syndicats qui la composent le font à partir d'une position pacifiste, ignorant le lien entre le capitalisme et la guerre, au pire, en affirmant qu'en cas de conflit il faut bien se défendre et qu'il faut une industrie adaptée à cela. Ainsi le 10 mars dernier, les dirigeants de la confédération ont réagi¹ aux déclarations faites par Macron le 5 mars. On se souvient qu'après les déclarations de Trump excluant les puissances européennes du règlement ukrainien, le président français avait agité la menace d'une guerre avec la Russie, invitant l'Union européenne à se mettre sur le pied de guerre et renouvelant sa volonté de doubler le budget militaire français en cinq ans. Dans leur communiqué, après avoir dénoncé avec des mots soigneusement choisis « toute velléité d'imposer² une économie de guerre », ces dirigeants confédéraux appelaient « la France et l'Europe à en tirer toutes les conséquences et construire une stratégie commune au plan européen au service d'une diplomatie et d'une défense basées sur le multilatéralisme et indépendantes de l'OTAN ». C'était au fond reprendre à leur manière l'argumentation de Macron.

En ce qui concerne les budgets militaires, évitant de s'opposer clairement à leur augmentation, les dirigeants confédéraux se contentent de dire qu'il n'est « pas question de les augmenter pour financer le complexe militaro-industriel américain », ni que « de l'argent public aille enrichir les actionnaires ». Ces dirigeants, qui affirment dans le même texte qu'il faut « retrouver notre souveraineté », avancent une solution, « l'exigence d'un pôle public de défense et la nationalisation des industries stratégiques », pour y affecter les crédits militaires.

Cet alignement sur la politique militariste du gouvernement n'est pas une surprise. L'appareil de la CGT est depuis près d'un siècle profondément intégré à la société capitaliste et à l'État. Ses instances dirigeantes ne veulent plus les renverser mais prétendent défendre les intérêts des travailleurs en défendant

ceux de « l'industrie française » dont ils veulent être, en collaboration avec l'État et le patronat, responsables et gestionnaires. Leur positionnement sur le réarmement est la traduction de cette attitude en ces temps de montée militariste et guerrière.

LA CGT FACE À LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Il faut remonter aux années qui ont précédé la Première Guerre mondiale et à la CGTU des années 1920 pour voir la direction de ce syndicat défendre une politique internationaliste. À l'approche de la Première Guerre mondiale, la CGT dénonçait la guerre en affirmant la nécessité du renversement du capitalisme. Au congrès d'Amiens, en 1906, une résolution antimilitariste et antipatriotique affirmait : « Dans

chaque guerre entre nations ou colonies, la classe ouvrière est dupée et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise. » Lors d'une conférence extraordinaire de 1911, la CGT soutint : « À toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire. » Elle organisa avec le Parti socialiste et les anarchistes de grands meetings contre la guerre en 1911, 1912 et 1913. Et le 16 décembre 1912, une grève générale contre la guerre entraîna 600 000 personnes.

Mais quand la guerre éclata en août 1914, la grande majorité des dirigeants de la CGT, en même temps que ceux du Parti socialiste, cédèrent et se joignirent à la propagande nationaliste et guerrière. Le 4 août, sur la tombe de Jaurès, assassiné le 31 juillet, le secrétaire de la CGT Léon Jouhaux déclara : « Ce n'est pas la haine du peuple allemand

1 Déclaration de la CGT du 10 mars 2025.

2 Souligné par nous.

CGT



Carte nominale de gréviste délivrée par les syndicats lors de la grève générale du 16 décembre 1912 : « Plutôt l'insurrection que la guerre », y lit-on.

qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand. » La direction du syndicat ralliait ainsi l'Union sacrée et justifiait la barbarie dans laquelle l'impérialisme français jetait les travailleurs. Seuls quelques militants isolés de la CGT, regroupés autour de Pierre Monatte et Alfred Rosmer, maintinrent en France le drapeau de l'internationalisme.

L'après-guerre vit monter la combativité ouvrière et les effectifs syndicaux. En décembre 1921, Jouhaux manœuvra pour diviser la CGT. Les révolutionnaires qui étaient dans le Parti communiste,

la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), influencés par les bolcheviks et la révolution russe, créèrent alors la CGTU : U pour unitaire, car ils n'avaient pas voulu cette scission syndicale.

En 1924, Jouhaux participa aux travaux de la Société des nations, l'ancêtre de l'ONU, que Lénine appelait la « caverne de brigands ». Seule la CGTU releva le drapeau de l'internationalisme prolétarien. Elle protesta contre l'occupation de la Ruhr par la France qui voulait ainsi faire payer à l'Allemagne les indemnités de guerre, et organisa



Tract CGTU - PC contre l'occupation de la Ruhr par la France, en 1923.

aussi une grève le 12 octobre 1925 contre la guerre que menait le gouvernement français dans le Rif marocain à la suite de la révolte anticoloniale d'Abdelkrim al-Khattabi. On comptait 900 000 travailleurs en grève, et deux ouvriers furent tués par la police.

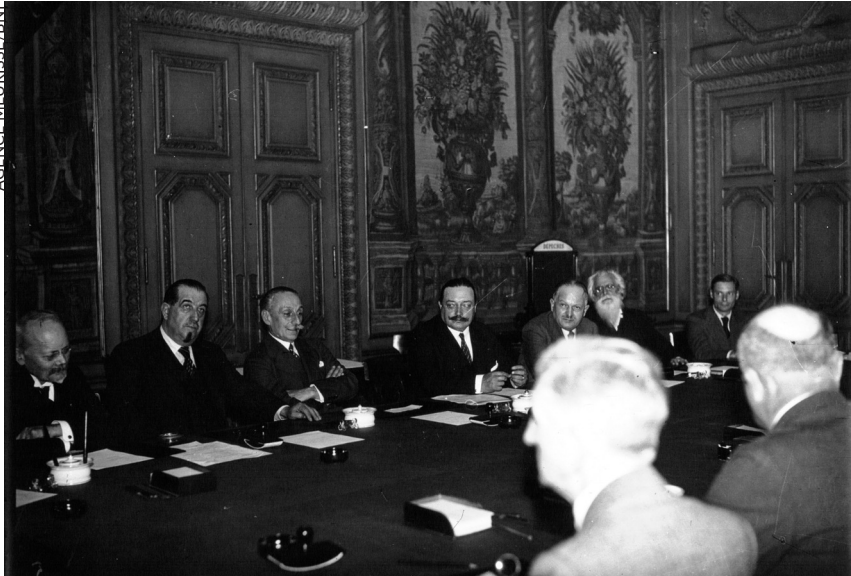
L'INTÉGRATION DE LA CGT

Le stalinisme donna un coup d'arrêt au développement des partis communistes révolutionnaires dans le monde. La CGT et la CGTU en subirent les conséquences. En France, le pacte Laval-Staline signé en 1935 fut un événement clé dans cette évolution. Le communiqué final affirmait que « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. » L'Humanité et le PC cessèrent immédiatement leurs campagnes antimilitaristes. Le 14 juillet 1935, le PC manifesta en associant le drapeau tricolore au drapeau rouge et la Marseillaise à l'Internationale. La CGT et la CGTU qui étaient déjà en pourparlers accélèrent leur réunification qui se fit, sous la direction de Léon Jouhaux, en mars 1936. Quand la grève générale de 1936 éclata, la direction de la CGT réunifiée soutint le Front populaire qui accédait au pouvoir et pesa de tout son poids pour stopper le mouvement spontané de la classe



Moscou, 1920 : des délégués du deuxième congrès de l'Internationale communiste. Derrière Léon Trotsky, Alfred Rosmer.

AGENCE MEURISSE/RNE



Le secrétaire de la CGT réunifiée, Léon Jouhaux (deuxième de face en partant de la gauche) siège au conseil général de la Banque de France, sous le gouvernement de Front populaire, en 1936.

ouvrière. Cette CGT réunifiée sauvait ainsi les intérêts de la bourgeoisie et s'intégrait encore davantage à son État. À partir de ces années-là, elle défendit avec constance la nécessité pour « la France » d'avoir une « défense nationale ». Dans la Résistance alignée derrière de Gaulle, puis à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, elle contribua à remettre en selle l'appareil d'État de la bourgeoisie française.

Cette politique illustre une évolution plus profonde, qui voyait l'intégration de l'ensemble des syndicats au pouvoir d'État à l'époque impérialiste, une évolution qu'analysa Trotsky en 1940, expliquant la dégénérescence des syndicats par le capitalisme monopolisateur : « [les syndicats] doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'État. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes – c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée – la nécessité de s'adapter à l'État capitaliste et de tenter de coopérer avec lui »³. La CGT actuelle illustre parfaitement cette tentative de coopération. Ses propositions de politique industrielle, qu'elles se teignent de militarisme ou de pacifisme, en sont l'expression.

LE PACIFISME DE LA CGT

Depuis les années 1950, les dirigeants de la CGT développent avec constance une politique pacifiste. Après la guerre, le PCF avait fait de la CGT la courroie de transmission de sa politique. Au début de la guerre froide entre le bloc occidental et l'URSS, Jouhaux, co-secrétaire de la CGT avec l'un des dirigeants du PCF, Benoît Frachon depuis 1945, fit scission pour créer la CGT-FO, qui allait devenir simplement FO, avec l'appui financier de l'AFL américaine. La CGT servit alors, par l'intermédiaire du PCF, les besoins de la diplomatie soviétique. Alors que la menace d'une troisième guerre mondiale et du feu nucléaire étaient dans tous les esprits, la fraction majoritaire de la CGT contrôlée par les staliniens du PCF reprenait à son compte l'Appel de Stockholm du 19 mars 1950 qui exigeait « l'interdiction absolue de l'arme atomique » et « l'établissement d'un rigoureux contrôle international pour assurer l'application de cette mesure d'interdiction » et en appelait à « tous les hommes de bonne volonté ». Cette politique qui en appelait aux institutions du monde bourgeois pour assurer la paix était plus proche de celle de Jouhaux que de la politique

révolutionnaire de la CGT d'avant 1914. Dans les années 1980, alors qu'elle soutenait la gauche au gouvernement en pleine offensive anti-ouvrière, elle s'aïda du pacifisme pour tenter malgré tout d'afficher quelque indépendance. Au printemps 1982, elle fit ainsi la promotion de l'Appel des cent qui demandait aux États de « négocier à l'Est et à l'Ouest, pour la sécurité des Nations et pour que le désarmement devienne une réalité ».

Au cours de son évolution, la direction de la CGT a complètement dissocié la question de la guerre de celle du capitalisme et de l'impérialisme, détruisant peu à peu toute conscience de classe. Ainsi, elle aime aujourd'hui citer Bernard Lacombe, prêtre-ouvrier faisant partie de la direction de la CGT dans les années 1980, qui affirmait : « Être militant de la Paix, ce n'est pas être faible, manquer de courage ou de lucidité, au contraire, c'est oser la Paix. » Autant ne rien dire. Quand elle cherche une cause aux guerres, la direction de la CGT y met la misère et l'absence de justice sociale, citant à l'envi un de ses anciens secrétaires généraux, Bernard Thibault⁴, qui affirmait : « Il ne peut y avoir de paix universelle et durable en l'absence de justice sociale. Toute misère, quel que soit l'endroit où elle se situe sur la planète, représente une menace pour la prospérité de tous ».

DANS LES PAS DU RÉFORMISTE JOUHAUX

La secrétaire générale actuelle de la CGT, Sophie Binet, reconnaît la marche actuelle à la guerre, « les bruits de bottes toujours plus assourdissants »⁵. Elle peut même citer Jaurès mais, à la tête d'un syndicat qui se veut responsable à l'égard de la bourgeoisie, elle s'en remet à l'ONU. Alors que, après avoir été le paravent des puissances impérialistes, celle-ci démontre, de façon de plus en plus manifeste à la suite du désengagement des États-Unis, son inutilité, Sophie Binet s'acharne

³ Trotsky, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, août 1940.

⁴ De 1999 à 2013.

⁵ Discours à la Conférence pour la paix et le désarmement, le 23 janvier 2025.



La CGT en appelle à l'ONU. Manifestation à Toulouse, le 27 février 2022.

à répandre des illusions sur son rôle. Si l'ONU est « *condamnée à l'impuissance* », dit-elle, c'est « *malheureusement ... à cause de son Conseil de sécurité dans lequel les grandes puissances disposent d'un droit de veto* ». Faisant comme si la France et l'Europe n'étaient pas impérialistes, Sophie Binet plaide pour qu'elles adoptent « *un engagement très clair en faveur de la paix et [soient] fer de lance de la bataille pour le désarmement* » en renforçant l'ONU et le multilatéralisme. Le Mouvement de la paix, proche du PCF et de la CGT, propage les mêmes impasses en appelant à une réforme de l'ONU dans laquelle les « *organisations non gouvernementales, les syndicats mais aussi les élus locaux,* » disposeraient d'un « *poids plus important* »⁶, ce dont Netanyahu et Trump se moquent complètement.

D'ailleurs, pour Sophie Binet, le problème de fond n'est pas l'impérialisme mais la montée de ce qu'elle appelle « *l'internationale d'extrême droite* » au pouvoir, dont la conséquence est la fragilisation de « *l'ordre mondial construit en 1945 pour empêcher le fascisme et la guerre* »⁷.

Tous ces propos ne font que désarmer les travailleurs face à la bourgeoisie. Ils ne leur offrent que des illusions réformistes, la plus néfaste d'entre elles étant qu'ils pourraient compter sur les politiciens bourgeois. De tels dirigeants syndicaux contribuent ainsi encore une fois à saper

toute conscience de classe.

Certains dirigeants, comme les rédacteurs de l'édition de mai 2025 du mensuel *Ensemble* de la CGT, affirment que la croissance des budgets militaires n'est qu'un « *militarisme de convenance* » qui sert de « *bon prétexte* » pour remettre en cause les droits sociaux. Selon eux, on est bien loin en France d'une économie de guerre, puisqu'en Ukraine, les dépenses militaires représentent 58 % de la dépense publique, alors qu'en France, c'est entre 10 et 15 %. Oui, c'est vrai, mais la bourgeoisie française, comme l'ensemble des bourgeoisies d'Europe, sait qu'elle va être définitivement dépassée, déclassée dans la compétition mondiale si elle ne se donne pas les moyens d'intervenir dans les conflits qui déchirent la planète. L'augmentation des budgets militaires n'est donc pas un « *militarisme de convenance* », mais le produit d'un capitalisme mondial en crise. Bien sûr, il revient aux gouvernements de faire payer la hausse de ces dépenses à la population, en remettant notamment en cause ce qu'il reste de droits sociaux.

DES SOLUTIONS INDUSTRIELLES... MILITARISTES

Pour des dirigeants de la CGT qui ne raisonnent qu'en termes

de solutions industrielles compatibles avec le patronat, le réarmement est en fait une opportunité : c'est la « *reconversion ou la mort* », a écrit *Ensemble*⁸. Sont citées les Fonderies de Bretagne, Valdunes, Aubert et Duval qui n'auraient été « *sauvées* » qu'en réorientant leur activité vers l'armement. Le choix serait « *cornélien* » mais, disent ces dirigeants pour s'excuser, la CGT doit « *composer avec ces ambiguïtés* ». D'ailleurs, aux Fonderies de Bretagne, seuls « *deux ou trois salariés ont démissionné* » à la suite de la reprise du site par le marchand d'obus Europlasma. Alors, pourquoi ne pas défendre ces projets de reconversion industrielle dans l'armement ? En réalité, ces dirigeants syndicaux vont plus loin. Ils accompagnent voire anticipent de tels choix, et font vibrer s'il le faut la corde patriotique. Dans le cas de Vencorex, entreprise de chimie travaillant en partie pour la défense et menacée de fermeture par ses propriétaires thaïlandais, Sophie Binet a joint sa voix à Hollande et Mélenchon pour demander la nationalisation de l'entreprise puis sa transformation en coopérative au nom de la dissuasion nucléaire française et pour défendre « *notre indépendance* ». Ce discours nationaliste ne peut que brouiller les consciences et détourner les travailleurs de leurs vrais ennemis et des moyens de les faire plier.

Bien sûr, il faut s'opposer aux licenciements, mais dans une logique de lutte de classe. La reprise des Fonderies de Bretagne par Europlasma pour produire des obus est présentée par la CGT comme une victoire des luttes. Or, si Europlasma a repris le site, c'est surtout en raison des subventions et des commandes étatiques qui lui garantissent du profit pendant quelque temps. Avec l'arrivée de ce repreneur, les 266 travailleurs des Fonderies ont sans doute le sentiment d'avoir sauvé leur emploi, mais des militants défendant les intérêts politiques de la classe ouvrière n'auraient pas présenté cette reprise comme une victoire.

⁶ *Ensemble*, mai 2025.

⁷ Déclaration de la CGT du 10 mars 2025.

⁸ *Ensemble*, mai 2025.



Rassemblement devant le musée de la Résistance et de la Déportation, à Grenoble, le 25 mars.

Ils auraient appelé les travailleurs à s'organiser face à leur nouveau patron, comme face à l'ancien, tout en affirmant la nécessité de renverser ce système barbare qui les contraint à suer du profit en produisant des engins de mort pour continuer à vivre. Dans la société bourgeoise, la classe capitaliste détient le monopole des capitaux et le pouvoir. C'est elle qui décide de tout, en fonction de ses intérêts. Et avec la montée à la guerre, nombre d'entreprises abandonnent les marchés dits civils pour les marchés militaires. Une telle distinction, entre civil et militaire, n'est d'ailleurs pas juste, car les deux secteurs sont étroitement mêlés, les productions pour les uns servant aux autres et réciproquement. Dans tous les cas, les « solutions industrielles » qui débouchent ne peuvent être que des solutions du patronat.

Les travailleurs, qui doivent

se battre pied à pied contre toutes les attaques du patronat, doivent le faire en opposant clairement les intérêts des travailleurs et ceux des patrons. Dans la société bourgeoise, les travailleurs ne peuvent gagner leur vie que là où les capitalistes trouvent intérêt à les exploiter, que les entreprises soient publiques ou privées, d'ailleurs. Quel que soit le marché visé par ces entreprises, il faut s'opposer au surtravail, qui épuise les têtes et les corps, en dénonçant les augmentations de cadences ou les charges de travail insupportables. Il faut bien sûr se battre pour les salaires mais il faut aussi revendiquer le contrôle des travailleurs sur ces entreprises, l'ouverture des livres de comptes et la réquisition des profits, encore plus si ces entreprises sont alimentées par les marchés de la « défense nationale ». Ces revendications doivent dans tous les cas s'accompagner

d'une dénonciation générale de la marche à la guerre, affirmant que si les travailleurs ne renversent pas l'ensemble du système en prenant le pouvoir, leurs enfants ou eux-mêmes seront un jour ou l'autre appelés au front pour y défendre les intérêts de la classe dominante.

DES SYNDICATS NATIONALISTES ET MILITARISTES

Opposer systématiquement les travailleurs au patronat et à l'État n'est pas la politique de bien des syndicats, chez qui le militarisme et le nationalisme s'expriment à plein, au nom de l'emploi. Ainsi, sur les sites ArianeGroup, alors que certains syndicats dénoncent la marche à la guerre et font le lien avec le capitalisme pourrissant, d'autres se sont engouffrés dans la politique militariste du gouvernement sous prétexte de s'opposer aux suppressions d'emplois. Ces dirigeants syndicaux écrivaient ainsi en juillet 2021 : « *Aura-t-on réussi le premier tir d'Ariane et aura-t-on encore les compétences pour relancer la production en phase industrielle quand les besoins de satellites militaires français et européens seront effectifs ?* » En raisonnant du même point de vue que la direction d'ArianeGroup et que l'État, ceux qui ont écrit cette déclaration se font le vecteur des idées de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

Sophie Binet est sur la même longueur d'ondes, bleu-blanc-rouge. Pour elle, les crédits militaires doivent avant tout permettre de défendre l'industrie européenne et nationale. « *Ce n'est pas possible [...] d'augmenter les crédits militaires pour aller financer l'industrie américaine* », a-t-elle déclaré, « *on ne peut pas nous parler matin, midi et soir d'économie de guerre et laisser mourir notre industrie.* »⁹

Le patron de Dassault est appuyé par la direction du syndicat CGT de l'usine de Cergy, dans le Val-d'Oise. Dans un tract du 28 janvier, cette direction



Le 1^{er} mai à Orléans.

⁹ Déclarations relayées par la presse le 7 mars dernier.



SOPHIE BINET, CGT « LE DÉBUT D'UN TSUNAMI DE DÉSINDUSTRIALISATION »

Devant le ministère de l'Économie et des Finances, le 22 janvier dernier, avec des travailleurs frappés par les licenciements, entre autres de Vencorex et de la Fonderie de Bretagne.

reprend les arguments du patron : « Acheter un Rafale, c'est garder sa souveraineté » et « Si le Rafale existe aujourd'hui, c'est parce que les élus CGT ont défendu l'idée d'un avion franco-français dans toutes les instances politiques au début des années 80. »

Chez Thales, la direction de la CGT s'est associée aux autres directions syndicales pour reprocher à la direction de l'entreprise un manque d'investissement, au nom du fait que « ça ne permettrait pas à Thales de participer de façon correcte à l'effort que demanderait une éventuelle entrée en économie de guerre ». Lors du récent conflit de 14 semaines à l'usine Thales Mérygnac sur les salaires, une partie des syndicalistes ont distillé le poison chauvin et militariste en arguant que les grévistes voulaient « leur part du gâteau » et que « l'effort de guerre ne doit pas servir à enrichir seulement les actionnaires ». Dans la même veine, des militants de la CGT et du PCF ont avancé que les salariés de Thales devaient être augmentés parce qu'ils sont « essentiels » à la défense et au réarmement ! Le PCF a préconisé la montée de l'État au capital de Thales, c'est-à-dire une nationalisation. Mais c'est pourtant quand l'entreprise était nationalisée, de 1982 à 1998, avant d'être revendue à Dassault, que les restructurations et les suppressions d'emplois se sont enchaînées.

LES SENTIMENTS ANTI-GUERRE DES MILITANTS DU RANG

Dans les entreprises, la perspective servie par Sophie Binet est de mettre « l'industrie d'armement sous contrôle démocratique et public ». Quant à savoir qui contrôlerait ce pôle public, Ensemble répond que c'est « au Parlement » d'établir « un contrôle strict de la production et de la commercialisation des armes ». L'État ne serait donc pas l'instrument de la classe capitaliste mais est présenté aux travailleurs et militants comme un organisme au-dessus des classes sociales, sur lequel ils pourraient faire pression, voire par lequel ils pourraient faire passer leurs intérêts, par le jeu démocratique.

C'est les enchaîner à ceux qui les enverront au front.

Les militants qui sont à la CGT et aussi au PCF font campagne à l'intérieur de la Confédération sur le thème « paix et désarmement ». Ils sont capables de dire avec Anatole France « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour les industriels », de dénoncer la hausse des budgets militaires mais de conclure à la nécessité de la « défense nationale ». Ces militants enferment ainsi les travailleurs dans ce dilemme – plus d'argent pour « défendre la nation » ou moins d'argent en désarmant – car ils sont bien incapables de se positionner en termes de lutte de classe.

Nombre de travailleurs sentent confusément que l'augmentation des budgets militaires signifie un avenir de guerre. Nombre de militants font le lien entre ces budgets qui augmentent et la guerre qui s'installe dans l'actualité. La légitimation de la « défense nationale » au nom de la paix est un argument par lequel la direction de la CGT prépare les travailleurs à se mettre à la suite du gouvernement dans la guerre de demain. On le sait, les guerres, même les guerres impérialistes, sont toujours présentées comme des guerres de « défense nationale ».

Quant à la revendication du désarmement, elle peut trouver l'oreille des militants et de travailleurs inquiets, mais elle ne règle rien. Elle est une autre manière de maintenir l'illusion



Clip publicitaire de Safran pour son moteur de Rafale.
Dans le bulletin Lutte ouvrière de Safran Saint-Quentin-en-Yvelines :
« Des milliers d'heures de travail, des millions d'euros pour une technologie de pointe, pour finir par la mort et un tas de ferraille ».

de la possibilité d'un monde capitaliste sans guerre, alors que le militarisme est indissociable du capitalisme. Le problème, ce ne sont pas les armes en soi, mais ceux qui les commandent et les intérêts qu'elles servent. Une véritable paix est impensable sans le renversement de la bourgeoisie et de ses États et un tel renversement est impossible sans l'armement du prolétariat et la conquête révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière, à commencer dans les pays les plus riches de la planète.

D'autres militants inquiets de la marche à la guerre défendent l'idée qu'il faut reconvertir les entreprises d'armement en activités civiles. Ils peuvent reprendre la politique industrielle de la CGT affirmant, très rarement, qu'il faut doubler les activités militaires d'un NavalGroup d'une activité civile de déconstruction de navires en fin de vie, ou bien se servir de la technologie avancée de Thales pour le secteur médical. Sans discuter de la marche de l'ensemble du système, de la nature de classe de l'État, c'est retomber ainsi dans les mêmes illusions d'une société capitaliste compatible avec la paix.

Il en va de même de l'opposition à la hausse des budgets militaires. Cette opposition est bien sûr légitime. Mais elle doit être poussée jusqu'au bout, c'est-à-dire à expliquer que leur hausse n'est pas le fruit d'une

mauvaise politique mais d'un capitalisme en crise que les travailleurs doivent renverser. Dans sa brochure *Guerre à la guerre*¹⁰, l'Union départementale du Val-de-Marne critique la politique des dirigeants de la CGT, fait le lien entre capitalisme et guerre, dénonce l'impérialisme américain et même français. Mais, tout en affirmant que la CGT doit renouer avec son passé révolutionnaire, elle date l'« *affaiblissement de l'attachement de la CGT à sa tradition antimilitariste et anti-impérialiste* » de seulement une « *vingtaine d'années* », c'est-à-dire de la perte d'influence du PCF sur la CGT. Au mot « révolutionnaire », elle n'associe aucun contenu de classe, et encore moins le pouvoir des travailleurs. Plus dans la tradition stalinienne que dans celle de Monatte et de Rosmer, elle met en avant dans ses affiches une perspective nationale et réformiste : « *Ni guerre, ni austérité, désengageons notre pays des guerres impérialistes* », dit-elle, comme si c'était possible sans que les travailleurs renversent le capitalisme.

L'EXPRESSION D'UNE DÉFIANCE ENVERS L'IMPÉRIALISME

Au nom de la « défense nationale » et de leur politique industrielle, et alors qu'on n'en est encore qu'au début de cette phase

de réarmement, les dirigeants de la CGT ont d'ores et déjà rallié la politique militariste de l'État. Les travailleurs et les militants de la CGT qui sentent que la montée des budgets militaires prépare la guerre de demain, qui pensent que, pendant qu'ils s'épuiseront à produire des armes, leurs enfants, si ce n'est eux-mêmes, seront appelés à mourir sur les champs de bataille, ne trouveront pas d'appui du côté de la confédération ou des fédérations du syndicat pour s'opposer à la marche à la guerre. Au contraire, ils se heurteront à l'appareil du syndicat qui se met d'ores et déjà en ordre de marche pour une nouvelle politique industrielle, cette fois-ci militaire.

Dans la bouche des dirigeants syndicaux de la confédération, le pacifisme est une couverture de l'impérialisme. En revanche, comme le dit Trotsky, le pacifisme des travailleurs et des militants du rang est une réaction légitime, « *l'expression confuse de la défiance envers l'impérialisme* »¹¹. Cette réaction doit être une étape vers la conscience que la société capitaliste mène l'humanité à la guerre et qu'il n'y a que les travailleurs, en prenant le pouvoir, en renversant le système dans son ensemble, qui puissent en finir avec les guerres. Réimplanter une telle conscience ne peut être que l'œuvre de militants communistes révolutionnaires.

8 septembre 2025

¹⁰ En date de juin 2025, disponible en ligne sur le site <https://udcgt94.fr/guerre-a-la-guerre/>

¹¹ Trotsky, *Programme de transition*, 1938.



Argentine : après deux ans de gouvernement Milei

Depuis presque deux ans qu'il est au pouvoir, le président Javier Milei a conquis l'estime des institutions financières et des médias bourgeois du monde entier. Pour le récompenser d'avoir restauré le business en Argentine, stabilisé l'inflation et les comptes publics, grâce à un énorme transfert de richesses réalisé aux dépens des classes pauvres, le FMI, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement lui ont accordé en avril un nouveau prêt de 42 milliards de dollars, qui s'ajoute à celui de 2018, pas encore remboursé. Mais récemment, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour le gouvernement d'extrême droite.



Assemblée générale des travailleurs en grève des sous-traitants de l'usine sidérurgique Techint, à San Nicolás, le 4 septembre 2025.

RETOUR SUR LA VICTOIRE DE MILEI

La victoire électorale de Milei, en décembre 2023, s'est inscrite dans le contexte de la violente crise économique qui secoue l'Argentine depuis 2018 et la montée incontrôlée de l'inflation. Depuis le krach de 2001, toute une partie de la population survit grâce à plus de 40 000 soupes populaires. La dette étouffe l'économie de ce pays de 46 millions d'habitants, mais ce n'est pas nouveau. De toute son histoire, jamais l'Argentine ne s'est libérée de sa dépendance envers ses créanciers. Son premier défaut de paiement remonte à 1890, huit autres se sont produits depuis ! Époncée en partie en 2005 et 2010, la dette est repartie à la hausse. Multipliée par deux sous la présidence Macri, elle était, au moment de l'élection de Milei, de 927 milliards de dollars.

Milei s'est illustré lors de la campagne présidentielle de 2023 par un discours violemment réactionnaire. Opposé au féminisme, au droit à l'avortement, à l'éducation sexuelle, à « l'idéologie woke », homophobe, climato-sceptique, il dénonçait les « collectivistes de merde », la « caste », c'est-à-dire surtout les

politiciens péronistes, présentés à tort comme des socialistes, la bureaucratie syndicale et le syndicalisme en général, mais aussi les juges, les universitaires, les journalistes, les fonctionnaires... Il vantait le commerce des organes humains, le port d'armes, le droit des entreprises à polluer.

Sa colistière, aujourd'hui sa vice-présidente, Victoria Villarruel, assurait le lien avec la partie la plus à droite de la bourgeoisie et de l'armée. Issue d'une famille d'officiers impliqués dans la répression lors de la dictature militaire, elle justifia sans ambiguïté l'assassinat des militants et la torture en rendant visite à d'ex-tortionnaires jugés et emprisonnés.

Milei, dont la coalition électorale, La Libertad Avanza, a obtenu 30 % des voix au premier tour de la présidentielle, doit sa victoire au second tour face au candidat péroniste à un report des voix de la candidate de droite, Patricia Bullrich (24 % des voix). Celle-ci a été récompensée en obtenant le ministère de la Sécurité. Si Milei a ainsi bénéficié des votes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, il a aussi attiré une partie des classes populaires, désespérées et en colère contre le gouvernement péroniste précédent d'Alberto Fernandez et Christina Kirchner.

Milei parlait de réduire drastiquement les dépenses de l'État, de privatiser tous les services publics. Ceux-ci étaient dégradés depuis si longtemps que certains rêvaient que la privatisation pourrait être un progrès. Il dénonçait la corruption, le clientélisme et le financement par l'État d'associations, souvent péronistes, et en même temps... les maigres aides sociales. Il bénéficia des scandales en cours, de la condamnation à six ans de prison et de l'inéligibilité à vie pour corruption de l'ex-vice-présidente Cristina Kirchner.

Milei prétendait aussi « exterminer » l'inflation. Celle-ci dépassait alors 210 % par an, créant une situation insupportable pour les plus pauvres. Il a, semble-t-il, trouvé l'oreille d'une partie des travailleurs du secteur dit informel, soit près de la moitié de la population active, et des plus jeunes (on vote dès l'âge de



Milei prenant la pose armé d'une tronçonneuse, en septembre 2023.

16 ans) qui rêvaient d'une rupture. Milei parlait de remplacer le peso, cet « excrément », par le dollar. Il promettait la lune au prix de sacrifices importants pendant une période et certains voulaient croire que cela stabiliserait l'économie et que l'austérité serait de courte durée.

LA TRONÇONNEUSE

La dévaluation du peso de 54 % dès les premiers jours de son mandat a été le premier choc imposé à la population. Cette attaque brutale s'est accompagnée de cadeaux somptueux visant à faire revenir les capitalistes étrangers et à encourager la bourgeoisie à rapatrier son argent, quelque 300 milliards de dollars cachés dans des banques étrangères pour échapper au fisc et à l'inflation. Et, surtout, il s'agissait de rassurer les institutions financières inquiètes d'un possible nouveau défaut de paiement.

La fuite massive des capitaux avait obligé ses prédécesseurs, le président de droite Macri puis le péroniste Fernandez, à instaurer un contrôle des changes, empêchant les épargnants de retirer plus de 200 dollars par mois dans une banque, à un taux fixé par l'État, et obligeant également les entreprises exportatrices à changer en pesos leurs bénéfices en dollars. Mais le système prenait l'eau de partout en raison de la ruée vers des marchés de change parallèles. Pas moins de 19 taux existaient, à la suite de pressions des différents secteurs,

exportateurs de soja, multinationales, etc. Le 13 décembre 2023, veille de la dévaluation, le dollar valait officiellement 366 pesos, mais il s'échangeait à 800 pesos dans tous les bureaux de change, au taux dit « blue dollar ». La dévaluation devait ramener le peso à sa « vraie valeur ». Cela provoqua immédiatement une hausse spectaculaire des prix. L'inflation passa de 210 % en décembre à 292 % en avril 2024.

En même temps, Milei lança une politique d'extrême austérité. Il mit fin à l'encadrement des prix des produits alimentaires, ainsi qu'aux subventions pour l'eau, le gaz, l'électricité, les transports, ce qui multipliait le montant des factures par cinq. Le prix des tickets de bus ou de train de banlieue dans la province de Buenos Aires était multiplié par sept fin 2024. Des travailleurs et des étudiants ne pouvaient même plus se déplacer. En mars 2024, en pleine explosion de l'inflation, le petit bonus destiné aux retraités les plus modestes, n'ayant pas de quoi manger à leur faim, fut gelé. Et l'accès aux médicaments essentiels redevint payant pour les affiliés à la Sécurité sociale.

Milei lança aussi le démantèlement des services publics, dans l'objectif d'éliminer 70 000 postes de fonctionnaires. Il commença par supprimer ou fusionner 9 ministères sur 18. Pas n'importe lesquels. Ceux de la Culture, de l'Éducation, celui des Femmes, des Genres et de la Diversité, créé par le gouvernement précédent, dont 85 % des agents furent licenciés, pendant que les programmes d'aides,

comme celui aux victimes de violence de genre, étaient remis en cause. L'Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme fut fermé, tout comme des centaines d'agences locales de ministères et d'organismes publics et autant de programmes stoppés net, des milliers de contrats précaires arrêtés. L'Institut national des affaires indigènes fut repris en main et l'agence de presse Télam, la principale agence d'Amérique du Sud, accusée de gauchisme, fut fermée. Le budget des universités a baissé d'un tiers et celui des hôpitaux de moitié avec des milliers de suppressions de postes. Les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose, la lèpre, l'Institut national du cancer, lui-même, sont menacés de fermeture. De nombreux hôpitaux et même le Conseil national de recherche (CONICET), équivalent du CNRS, sont visés par des coupes budgétaires sévères et des suppressions de postes.

En même temps, le budget consacré à la construction ou à l'entretien des infrastructures, dont celui des routes, fut presque ramené à zéro et des milliers de chantiers mis à l'arrêt. Même la construction du gazoduc Néstor Kirchner, le plus important chantier du pays, destiné à relier l'immense gisement d'hydrocarbures de Vaca Muerta, en Patagonie, à Buenos Aires, fut arrêtée.

Tout au long de l'année 2024, Milei a fait ainsi entrer l'économie en récession : des milliers de faillites, près de 250 000 emplois supprimés dans le secteur privé et dans le public. Le bâtiment et le commerce se sont effondrés. En août, les ventes du marché central de Buenos Aires avaient chuté de 40 %, la production automobile, malgré une augmentation des exportations vers le Brésil, de près de 20 %. Les annonces de licenciements se sont succédé. Le sidérurgiste Acindar, du groupe ArcelorMittal, dépendant des commandes publiques, a fini par mettre presque à l'arrêt ses sites de production et au chômage technique des milliers de travailleurs.

Partout, les travailleurs licenciés sont venus grossir les effectifs du secteur dit informel : vendeurs ambulants, taxis officieux,



Travailler sans aucun contrat ni droit est de plus en plus courant.

travailleurs à domicile, aides ménagères, etc. Comme après le krach de 2001, les places de Buenos Aires se sont alors remplies de femmes et d'hommes tentant de vendre leurs vêtements.

Une population qui pouvait encore se le permettre l'année précédente ne peut plus aller consulter un médecin ou un dentiste. L'éducation est devenue un luxe avec l'augmentation des frais de scolarité, le prix des fournitures scolaires et du transport. En l'espace de six mois, cinq millions d'Argentins ont basculé dans l'extrême pauvreté, d'après les chiffres officiels. Et dans tous les quartiers pauvres, les bidonvilles du Grand Buenos Aires, les enfants ne mangent plus à leur faim. Les files d'attente devant les soupes populaires s'allongent.

La nouvelle réforme du travail a accentué l'exploitation : flexibilité accrue, allongement des périodes d'essai, réduction des indemnités de licenciement et suppression des amendes pour travail non déclaré. Sur des chantiers, des ouvriers licenciés ont plus tard été réembauchés, mais sans contrat de travail. Dans l'agriculture, 60 % des travailleurs sont employés au noir.

Au début de l'année, si l'on en croyait la presse internationale, Javier Milei avait réussi son pari. Les dépenses publiques avaient été réduites de près d'un tiers. L'inflation ralentissait. La dévaluation avait permis un excédent commercial et aux géants de l'agroalimentaire d'écouler

leurs stocks. Le secteur minier prospérait, boosté par la course mondiale pour l'accès au lithium. Un article du super-décret de Milei autorisait les multinationales à acquérir de nouvelles terres, jusque-là protégées, pour s'approprier les minerais. Il s'accompagnait de nouveaux avantages fiscaux, douaniers et de change, garantis 30 ans. Les groupes Glencore, Eramet se précipitaient.

Les exportations augmentaient alors que les importations s'effondraient. Le business revenait. Porté par certains secteurs, l'indice de la Bourse de Buenos Aires affichait une hausse de 163 % durant l'année 2024. En pleine explosion de la pauvreté, la vingtaine de firmes agroalimentaires qui contrôlent la distribution alimentaire du pays réalisait des profits importants. Parmi celles-ci, deux groupes argentins : Arcor, possédé par le milliardaire Luis Pagani, et Molinos, possession de la famille Compagnon, une des plus riches du pays. La baisse du volume de leurs ventes, combinée avec la hausse des prix, décuplait leurs bénéfices.

Dans ces conditions, le FMI accorda en avril un prêt à Milei pour lui permettre de lever le contrôle des changes, d'enlever toutes les taxes et toutes les sanctions pour fraude fiscale et blanchiment. La bourgeoisie, petite et grande, pouvait à nouveau placer et déplacer son argent comme elle l'entendait. Trente milliards



Kristalina Georgieva, directrice du FMI, et Federico Sturzenegger, ministre argentin de la Dérégulation, au siège du FMI, à Washington, au printemps dernier. Ils arborent une petite tronçonneuse épinglée sur le revers de leur veste.

de dollars placés à l'étranger seraient ainsi réapparues dans les banques argentines.

Mais récemment, l'inquiétude des financiers est revenue. La chute du peso par rapport au dollar a repris. Les caisses de l'État, vidées par l'accumulation des cadeaux aux groupes miniers et agroalimentaires ne se remplissent pas assez vite. Le gouvernement pourra-t-il rembourser le dernier prêt ? Et celui de 2018 ? Pour les rassurer, Milei lance la privatisation d'AySa, compagnie publique d'eau et d'assainissement qui alimente plus de 11 millions de personnes dans le Grand Buenos Aires. Le patronat de l'industrie et des transports s'inquiète aussi. L'arrêt total des travaux d'entretien des grands axes routiers amène un chaos grandissant menaçant de paralyser le transport des marchandises.

Aux travailleurs, Milei avait promis qu'après les sacrifices, viendrait la récompense. À la fin de l'année 2024, les communiqués officiels de la présidence proclamaient une baisse sans précédent de la pauvreté. Un mensonge flagrant. La remontée n'a concerné que la bourgeoisie. Pour les travailleurs, la chute vers l'abîme s'est seulement ralentie. L'inflation est moins rapide mais les prix continuent d'augmenter. D'après les statistiques officielles, en avril 2025, les prix des aliments étaient supérieurs de 40 % à ceux d'avril 2024, ceux du logement, de l'électricité et du gaz, de 87 %. Pour les travailleurs ayant un

contrat de travail, les salaires ne suivent pas. Une femme médecin en grève de l'hôpital pédiatrique Garrahan à Buenos Aires estimait, fin mai 2025, avoir perdu entre 40 et 60 % de pouvoir d'achat sur l'année écoulée.

Plus de la moitié des enfants du pays vivent aujourd'hui, officiellement, sous le seuil de pauvreté et un sur dix est sous-alimenté. Cela dans un pays qui compte parmi les principaux producteurs de viande, de blé, de soja et de maïs. Quant au minimum vieillesse, il reste au même niveau, celui de la famine.

UN POUVOIR FORT ?

Pour contourner les lenteurs parlementaires et lancer ses attaques, Milei a d'abord utilisé un Décret national d'urgence, comprenant pas moins de 300 articles, applicables immédiatement, mais dépendant d'une approbation ultérieure du Congrès, suivi quelques jours après d'une loi Omnibus de 664 articles, qu'il a dû soumettre à l'approbation des deux chambres. Mais sa coalition électorale ne disposant que de 39 députés et 7 sénateurs, cette loi fut rejetée en février 2024.

Milei a donc dû se tourner vers la « caste » politique qu'il condamnait auparavant. Il lui a fallu six mois pour parvenir à ses fins. Six mois de contestation du caractère d'urgence des décrets devant les tribunaux, émaillés de deux grèves nationales et de

manifestations de rue, pendant lesquels il a reçu, sans surprise, le soutien de la droite.

L'Argentine étant un État fédéral, il lui a fallu aussi trouver un accord avec les gouverneurs des provinces, y compris péronistes, en marchandant la redistribution des ressources de l'État. Ce n'est qu'en juin 2024 que la Loi de base, raccourcie de plus de la moitié de ses articles, a été adoptée.

Milei obtint alors des pouvoirs spéciaux lui permettant de faire passer ses mesures à sa guise au nom d'un prétendu état d'urgence. En mai, l'un d'entre eux limita le droit de grève et imposa un service minimum de 75 % dans les transports, l'éducation, les télécommunications, avec menace de sanctions contre les grévistes. Un autre durcit les conditions d'entrée des immigrés, l'accès à la citoyenneté, facilita les expulsions et rendit payant l'accès aux services publics.

Depuis juin et la fin des pouvoirs spéciaux, l'opposition monte à nouveau au créneau au Parlement. Plusieurs décrets présidentiels ont été rejetés. Pour rassurer la finance, Milei a dû utiliser son droit de veto pour bloquer une loi revalorisant les pensions de retraite, puis une autre augmentant les moyens affectés aux personnes handicapées, juste avant que certains journaux ne dévoilent tout un système de corruption autour de l'Agence nationale du handicap visant à favoriser une entreprise : des pots-de-vin étaient perçus, aux dépens des personnes handicapées, par plusieurs proches de Milei, dont sa sœur, Karina, placée par lui au Secrétariat de la présidence. Voilà qui fait désordre pour un gouvernement élu sur ses promesses d'éradiquer la corruption !

Alors la colère est montée d'un cran, comme a pu le vérifier Milei lui-même, récemment chassé de la rue à coups de pierres en pleine campagne électorale. Dans le métro, les concerts ou les stades, sur l'air de la chanson cubaine *Guan-tanamera*, les gens chantent *Alta coïmera* (la grande corrompue) en faisant référence à Karina. A suivi la claque aux élections provinciales de Buenos Aires du 7 septembre. La Libertad Avanza alliée à la droite, avec 33 % des



Les cantines populaires font face à une hausse de la demande alors que les subventions publiques diminuent. Ici, dans l'une des favelas du Retiro, dans le centre de Buenos Aires, en juin 2024.

voix, perd une grande partie de son électorat de 2023, en particulier dans les quartiers populaires. Un résultat qui augure mal pour elle de la suite : les législatives nationales de mi-mandat, qui auront lieu le 26 octobre.

QUELLE OPPOSITION ?

Ces élections ont vu le retour en force du courant politique péroniste. Avec 47 % des voix, Fuerza Patria (ex-Union patriotique), la coalition formée autour du parti dit « justicialiste » fondé par Perón en 1946, vient de s'imposer comme la principale opposition à Milei. Le péronisme, cette spécificité argentine, encadre politiquement et syndicalement la classe ouvrière et les mouvements populaires depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il est depuis le début constitué de tendances de droite, à l'origine même fascisantes, et de gauche, voire d'extrême gauche, à une époque guérilléristes. Malgré l'énorme discrédit lié aux gouvernements péronistes précédents, encore aujourd'hui nombre d'associations populaires combattives, les mouvements de chômeurs, les *piqueteros* en particulier, sont péronistes. La CGT, longtemps syndicat unique, l'est officiellement et plusieurs de ses dirigeants sont en même temps députés au Parlement pour le Parti justicialiste.

C'est bien sûr un panier de crabes où s'affrontent diverses

cliques de politiciens corrompus. Sergio Massa, candidat battu à l'élection présidentielle de 2023, a rejoint un établissement financier américain spéculant sur les dettes. D'autres ont rallié Milei. Daniel Scioli, ex-gouverneur de la province de Buenos Aires, ex-président du parti, ex-vice-président de la République de Néstor Kirchner, est devenu secrétaire au Tourisme et aux Sports. Des dizaines de députés, sous divers prétextes, ont voté les lois dont Milei avait besoin.

Divers clans péronistes s'affrontent aussi au sein de la centrale syndicale CGT. Cette dernière n'avait pas appelé à une seule mobilisation durant les quatre années du gouvernement précédent. Face à Milei et à l'ampleur de ses attaques, confrontée au mécontentement de sa base, elle n'a fait que le service minimum : trois appels à des grèves nationales de 24 heures. Après celles du 9 mai 2024, il a fallu attendre un an pour qu'un nouvel appel soit lancé, le 10 avril dernier. Un an pendant lequel les dirigeants syndicalistes ont tout bonnement déclaré une « trêve ». Une politique tellement conciliatrice que le mécontentement a percé jusqu'au sommet. En février, le secrétaire du syndicat de l'industrie automobile, par ailleurs député péroniste proche de Cristina Kirchner, déclara que la CGT « ne représente plus les travailleurs ».

Aidé par la passivité de la

bureaucratie de la CGT, le gouvernement a pu s'attaquer plus facilement à ceux qui résistent. Un des premiers décrets de la ministre de la Sécurité a rendu passible d'emprisonnement le blocage de routes, une méthode de lutte très souvent utilisée par les *piqueteros*, et les grévistes. Depuis, la violence policière s'est exercée y compris contre les retraités qui manifestent le mercredi pour dénoncer la famine à laquelle ils sont condamnés. Tous les rassemblements sur la voie publique sont de fait interdits, sans que cela y mette un terme.

L'aide alimentaire publique est depuis les années 2000 distribuée via des associations souvent péronistes et combattives. Les restaurants servant les soupes populaires sont maintenant organisés par les habitants eux-mêmes et se transforment parfois en lieux de résistance. Le gouvernement a inventé des détournements de fonds pour s'attaquer à ces associations, en multipliant perquisitions et saisies de téléphones. La presse est allée jusqu'à publier l'adresse de militants. Puis le gouvernement a suspendu l'aide alimentaire, et des milliers de tonnes de denrées ont pourri sans être distribuées. Et la même répression aveugle s'exerce contre les mouvements de grève. Un numéro de téléphone public permet de dénoncer « les syndicats qui te forcent à faire grève » ou précisément des militants, afin de déclencher des poursuites judiciaires. Mais toutes ces mesures n'ont pas éteint la contestation.

LES LUTTES DES TRAVAILLEURS

Depuis l'arrivée de Milei, les réactions des travailleurs n'ont pas manqué. Ceux de la santé, de l'hôpital Garrahan de Buenos Aires en particulier, ceux de l'éducation, de la recherche, se sont mobilisés à plusieurs reprises contre les suppressions de postes, les fermetures, la baisse des salaires et des bourses étudiantes. Ceux des transports ont immobilisé le pays pendant 24 heures en octobre 2024. Ceux de différentes branches de l'industrie se sont également mobilisés. Lors



Assemblée générale organisée par le syndicat unique de l'industrie des pneumatiques SUTNA, lors d'un appel à la grève, dans le Grand Buenos Aires, en 2024.

de la dernière journée nationale de grève, le 10 avril dernier, la presse parla surtout de la gare Constitución à Buenos Aires, la plus grande du pays, totalement à l'arrêt, de même que des aéroports, mais l'appel a été suivi par les travailleurs dans de nombreuses usines du Grand Buenos Aires et de l'intérieur.

Face à l'offensive patronale, encouragée par le gouvernement, avec baisses de salaires, chômage partiel, suppressions d'emplois, augmentation de la précarité, les luttes sont défensives et dures. En octobre 2024, les ouvriers de Petroquímica Río Tercero, près de Córdoba, se sont opposés pendant trois mois à la suppression du tiers des emplois ; en janvier 2025, les travailleurs de Pilkington, un sous-traitant automobile, se sont mobilisés pour les mêmes raisons, de même que des travailleurs de plusieurs sites de la multinationale Linde-Praxair (fabriquant des gaz industriels et médicaux) de décembre 2024 à mars 2025. Depuis fin août, des centaines de travailleurs des entreprises sous-traitantes de l'usine sidérurgique du groupe Techint à San Nicolás de los Arroyos, sont en grève illimitée, là aussi contre des suppressions de postes et la précarisation.

L'industrie automobile a fait porter la baisse d'activité sur les travailleurs. Au cours de l'année

passée, les usines Scania de Tucumán, General Motors, près de Rosario, Toyota à Zárate, Renault, Fiat, Iveco et Volkswagen à Córdoba et à General Pacheco (Grand Buenos Aires) ont imposé du chômage partiel et licencié des centaines d'ouvriers. Les mêmes licenciements par centaines ont frappé les travailleurs des trois groupes de pneumatiques Fate, Bridgestone et Pirelli, dans le Grand Buenos Aires. Le syndicat unique des travailleurs du pneumatique a appelé à plusieurs mobilisations et à des blocages de routes, avec un certain succès.

Des attaques identiques touchent toutes les branches industrielles. Depuis le 25 février, à Buenos Aires, les 250 ouvriers de l'imprimerie Morvillo, dont la fermeture a été annoncée, occupent l'entreprise. Ceux du complexe agroindustriel Ledesma, plantations et usines sucrières dans la province de Jujuy, se sont mobilisés à plusieurs reprises contre les licenciements et la précarité.

La classe ouvrière reste la clé de la solution. Elle demeure pour l'essentiel sous la coupe de la bureaucratie syndicale, mais sa place centrale dans l'économie lui donne une force incontournable. Ainsi, les travailleurs du secteur des oléagineux se sont fait craindre en menant une semaine de grève totale en août 2024 pour

des augmentations de salaires et leur indexation sur l'inflation puis, à nouveau en mars dernier, à la suite d'une intervention violente de la préfecture navale contre des grévistes à Puerto San Martín, près de Rosario. Un appel à la grève a amené à l'arrêt de tous les ports sur le fleuve Paraná, d'où sont exportées la totalité des huiles et farines de soja. De quoi inquiéter les capitalistes. Ces luttes ont imposé aux patrons des augmentations de salaires supérieures à l'inflation.

Ce n'est pas le seul atout de la classe ouvrière. Elle peut constituer un pôle autour duquel l'ensemble de la population pauvre peut se rassembler. Cela s'est produit en février dernier dans la localité de Concepción del Uruguay, dans la province d'Entre Ríos. Mille ouvriers étaient en grève dans l'usine frigorifique La China, du groupe Granja Tres Arroyos, premier producteur de viande de poulet du pays, propriété de Joaquín de Grazia, un proche de Milei. Bien que son chiffre d'affaires soit en hausse, le groupe profitait d'une « procédure préventive de crise » pour imposer une baisse salariale de 20 %, une flexibilité accrue et le licenciement de 700 travailleurs sur les 7 000 qu'il compte dans le pays, dont 80 dans l'usine La China. Le lock-out décidé par la direction pour casser la grève a eu l'effet inverse. Il a provoqué une mobilisation massive dans toute la ville, le 23 février, qui a impressionné tout le pays. Récemment, la mobilisation durant neuf jours de milliers de travailleurs des usines d'électronique de Terre de Feu a aussi suscité un soutien actif d'une grande partie des travailleurs du territoire, rendant caduques les menaces de la ministre de la Sécurité d'y envoyer des forces de police au nom de la loi antipiquets.

Présente dans toutes les régions du pays, la classe ouvrière aurait la force d'entraîner autour d'elle l'ensemble des exploités et d'envoyer Milei et sa tronçonneuse à la ferraille.

9 septembre 2025



Bangladesh: un an après la “révolution de Juillet”, les combats décisifs restent à venir

Le 5 août 2024, le général Waker-uz-Zaman, chef d'état-major de l'armée du Bangladesh, annonçait la fuite de la Première ministre au pouvoir depuis quinze ans, Sheikh Hasina. Dès le 8 août, Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix faisant figure d'opposant, prenait la direction d'un gouvernement provisoire avalisé par l'armée. Sa promesse ? Répondre aux aspirations démocratiques exprimées lors de la révolte populaire qui, malgré une répression sanglante, venait de chasser Hasina. Un an après, qu'en est-il des espoirs soulevés par la « révolution de Juillet » ?



Le Bangladesh est issu de la division des Indes coloniales britanniques qui donna naissance à de nouveaux États indépendants : l'Inde et le Pakistan lors de la partition de 1947, puis le Bangladesh en 1971. Ces deux séparations entraînèrent des guerres qui firent chacune des millions de morts et de déplacés, en conséquence des

délimitations artificiellement tracées en 1947 par les Britanniques. Ces frontières se voulaient religieuses, entre territoires à majorité musulmane ou hindoue. Elles se moquaient des liens économiques et sociaux véritables, autant que de la volonté des populations concernées, qu'elles divisaient. Et elles furent

source de conflits frontaliers constants entre les États issus de la décolonisation. Les colonisateurs avaient joué les groupes ethniques ou religieux les uns contre les autres pour assurer leur domination. Leurs successeurs nationalistes marchèrent dans leurs pas. Trois siècles de colonialisme laissèrent aussi en héritage une histoire de famines – en 1943, le Premier ministre britannique Winston Churchill abandonna trois millions de Bengalis à la mort – et des économies détruites, plongées dans l'arriération, incapables d'assurer à la population une vie digne.

L'ancien Bengale colonial fut de ces territoires coupés en deux en 1947 : le Bengale occidental fut intégré à l'Inde ; le Bengale oriental devint la partie orientale du Pakistan, à 2 000 kilomètres de sa partie occidentale (le Pakistan actuel). En 1971, le Pakistan oriental devint le Bangladesh indépendant, à l'issue d'une guerre atroce menée par l'armée pakistanaise contre la population du Pakistan oriental avec le consentement des États-Unis, et après une intervention militaire de l'Inde contre l'armée du Pakistan. Depuis, la vie politique du Bangladesh a été marquée par les affrontements violents, les assassinats de militants et de dirigeants politiques,

les coups d'État militaires. En dehors des périodes de dictature militaire (l'essentiel des années 1975-1990), deux partis nationalistes bourgeois rivaux ont alterné au gouvernement : le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), conservateur, et la Ligue Awami (Ligue du Peuple) de Sheikh Hasina, qui s'est historiquement présentée comme progressiste, voire socialiste. De retour au pouvoir en 2009, Hasina instaura un régime autoritaire.

UN PAYS SOUS-DÉVELOPPÉ, FAÇONNÉ PAR L'IMPÉRIALISME

Parfois qualifié de « miracle économique » pour ses taux de croissance élevés, le Bangladesh – et ses 170 millions d'habitants, dont la moitié ont moins de 26 ans – reste en réalité frappé par la misère et le sous-développement. Hérités de la colonisation, ces maux sont plus encore le produit actuel de la domination sur l'économie mondiale de la grande bourgeoisie impérialiste. Deuxième exportateur textile au monde depuis 2010 (derrière la Chine), le Bangladesh est intégré à l'économie mondiale en tant que sous-traitant de dernier rang, soumis aux décisions des multinationales américaines et européennes de l'habillement, les H&M, Zara, Adidas, Gap. Ce sont elles qui dirigent ce marché, et qui empochent la part du lion des richesses créées dans les 4 000 usines textiles du pays. 4,5 millions d'ouvrières (ce sont à 60 % des jeunes femmes) et d'ouvriers y produisent des vêtements et chaussures dans des conditions souvent dangereuses, tragiquement illustrées par la mort de 1 138 ouvriers dans l'effondrement du bâtiment Rana Plaza en 2013. Pour un salaire mensuel d'environ 90 euros en 2024, ils travaillent de 9 à 14 heures par jour (et même plus, et 7 jours sur 7, lors des pics de la demande mondiale). C'est ainsi qu'ils produisent 82 % de la valeur des exportations du Bangladesh (soit 36 milliards de dollars en 2023), sur lesquelles sont bâties, directement ou par le pillage des caisses de l'État,

les fortunes des capitalistes et des dirigeants politiques et militaires du Bangladesh, payés de la sorte pour leur rôle d'agents de la grande bourgeoisie impérialiste.

Quant à la grande masse de la population, dont 18 millions de jeunes contraints au chômage, elle doit chercher dans le travail informel de quoi survivre, quand ce n'est pas dans l'exil, comme les 500 000 Bangladais qui émigrent chaque année, se mêlant ainsi à la classe ouvrière du monde, surtout dans les pays voisins d'Asie et les États du golfe Persique. Le capitalisme se révèle incapable de garantir à la population ne serait-ce qu'un travail et un salaire permettant de vivre. Il n'est pas plus capable de sortir le Bangladesh du sous-développement. Si la valeur de la production textile y a été multipliée par quatre depuis une quinzaine d'années, le nombre d'emplois industriels a stagné. La férocité de l'exploitation n'a, elle, pas changé, et son intensité s'est accrue. Voilà le « miracle économique » dans lequel est née la révolte de juillet 2024.

DE LA LUTTE ANTI-QUOTAS À LA RÉVOLTE CONTRE LE RÉGIME

À l'origine immédiate de la révolte, on trouve un système de quotas, perçu comme favorisant

injustement les soutiens du parti au pouvoir, la Ligue Awami de Sheikh Hasina. 30 % des emplois publics étaient réservés aux civils ayant combattu l'armée du Pakistan lors de la guerre d'indépendance de 1971, ainsi qu'à leurs enfants et, depuis 2010, à leurs petits-enfants. Supprimés en 2018 après des années de lutte étudiante, ces quotas furent rétablis le 5 juin 2024 par la Cour suprême. Immédiatement, le mouvement anti-quotas reprit. Le 1^{er} juillet, les étudiants se dotèrent d'une organisation dirigeante, les Étudiants contre la discrimination (SAD). Les villes virent alors se succéder manifestations et blocages de routes et de chemins de fer (le *Bangla Blockade*, Blocus du Bangladesh) par des dizaines de milliers d'étudiants et, de plus en plus, des jeunes de tous horizons se sentant privés d'avenir.

Face à la contestation, Hasina ne se contenta pas de provoquer les manifestants en les qualifiant de « traîtres anti-libération nationale ». Elle s'engagea aussi, à la mi-juillet, dans une répression féroce menée par les bandes d'étudiants et cadres de la Ligue Awami armés de matraques et d'armes à feu, et par les forces de répression de l'État. Parmi les plus brutales, les unités antiterroristes des Bataillons d'action rapide avaient été entraînées dans les années 2000-2010 par les États-Unis et la Grande-Bretagne.



Manifestation des étudiants anti-quotas, derrière une banderole des Students Against Discrimination (SAD), « Étudiants contre la discrimination », Dacca, le 3 juillet 2024.

Ces unités étaient connues pour avoir fait disparaître des milliers d'opposants. S'ajoutaient la police surtout, et l'armée. La mort d'Abu Sayed, un étudiant tué le 16 juillet par la police alors qu'il se tenait bras écartés, marqua particulièrement. L'enregistrement vidéo de son meurtre circula largement, de même que son histoire : celle d'un jeune issu d'une famille de travailleurs pauvres, dont le village s'était cotisé pour qu'il étudie. Sayed fut l'un des plus de 1 400 tués, dont des dizaines d'enfants, souvent dans leur maison, lors des raids des forces de l'État. Plus de 10 000 personnes furent arrêtées, souvent torturées. Mais, loin d'être freinée par la répression, la contestation en fut attisée.

En plus du sentiment d'injustice vis-à-vis des quotas, la mobilisation tirait sa force d'une colère profonde alimentée par le contraste entre le discours officiel triomphant quant au développement du Bangladesh, et une réalité toute différente. Ce que la grande masse de la population constatait d'elle-même, c'était le creusement des inégalités sociales, une inflation à deux chiffres, l'extension de la misère et des difficultés à se nourrir (38 millions de personnes étaient officiellement en insécurité alimentaire en 2023). S'y ajoutaient le chômage de masse, la corruption généralisée pour accéder à un emploi, et enfin l'autoritarisme sans fard du gouvernement Hasina. Bien au-delà des quotas, le mouvement lancé par les étudiants devint un point de ralliement pour exprimer l'exaspération sociale et politique accumulée. Le 21 juillet, lorsque la Cour suprême recula sur les quotas, il était déjà trop tard : le mouvement s'était transformé en une révolte contre le régime.

LES TRAVAILLEURS DANS LA RÉVOLTE DE JUILLET

Le courage des étudiants, le sentiment qu'ils luttèrent contre une société de misère et un État autoritaire et corrompu, avaient entraîné de nouvelles couches de la société dans le combat. Les tireurs de pousse-pousse



La police accompagnée de membres des bandes de la Ligue Awami. Dacca, le 19 juillet 2024.

transformèrent leurs vélos-taxis en ambulances pour secourir les manifestants touchés par la répression. Journaliers, petits marchands, travailleurs de l'économie informelle, et travailleurs du textile (dont probablement plusieurs centaines furent tués) rejoignaient la révolte d'autant plus naturellement qu'à l'image d'Abu Sayed, la plupart des étudiants qui défiaient le régime venaient eux-mêmes de familles populaires.

Les travailleurs partageaient avec eux bien des raisons de se soulever. Et ils avaient aussi les leurs. Dans des districts industriels autour de Dacca, la capitale, dont Gazipur, le plus grand, des militants ouvriers et étudiants organisèrent dès le 16 juillet des réunions clandestines, parfois dans des forêts, pour étendre le combat à la classe ouvrière du textile. À Gazipur, des milliers de tracts furent distribués entre le 16 et le 17. Ici, les ouvriers du textile entraînèrent les étudiants et d'autres travailleurs : 10 000 se rassemblèrent le 17. Le lendemain, la police opéra des raids et des arrestations en masse dans les maisons, les écoles et les usines ; au même moment, des hélicoptères de l'armée tiraient sur les manifestants. Un ouvrier du textile, Nazrul Islam, fut tué, et beaucoup d'autres blessés. Le 25 juillet, de nouveaux tracts firent leur apparition : ils s'associaient aux revendications des étudiants, demandaient justice pour les ouvriers tués, l'arrêt des

poursuites, l'interdiction de la répression contre les rassemblements, ainsi qu'un salaire minimum de 30 000 takas (230 euros) et la publication des profits des usines.

LA DIRECTION DE LA RÉVOLTE, ENTRE LES MAINS DES ÉTUDIANTS DU SAD

Si les travailleurs furent nombreux dans les manifestations, et si, ici ou là, des militants parmi eux cherchèrent à formuler leurs revendications, la classe ouvrière n'eut jamais ses propres organes de combat, ni son propre programme, et moins encore de rôle dirigeant dans la révolte. Les revendications, les mots d'ordre, les appels dépendaient des dirigeants étudiants du SAD. Malgré des hésitations, ils assumèrent la direction d'un mouvement devenu une révolte populaire contre le régime. Mais ils ne mirent jamais en avant des revendications liées aux besoins des travailleurs, ni d'objectifs visant les profits et le pouvoir des capitalistes. Ils cantonnèrent la révolte à leurs aspirations démocratiques petites-bourgeoises : leurs appels aux principes de liberté, de progrès, d'égalité et de justice, même s'ils faisaient écho aux sentiments de larges masses, étaient voués à rester des mots creux dès lors qu'ils acceptaient la domination capitaliste et l'ordre impérialiste.

Après avoir obtenu gain de cause sur les quotas, les dirigeants étudiants se limitèrent à exiger justice pour les victimes et la démission de différents dirigeants. Le 3 août, l'approfondissement de la révolte, son caractère même insurrectionnel (450 des 600 postes de police du pays furent attaqués ou incendiés), les entraîna à présenter une unique revendication : le départ de Hasina. Pour atteindre cet objectif, ils présentèrent un plan dit de « non-coopération », centré sur le boycott des impôts, des taxes et des institutions publiques. Ce plan appelait aussi les travailleurs, ceux du textile et du port de Chittagong surtout, à ne pas se rendre au travail. Les dirigeants étudiants espéraient se servir du poids économique de la classe ouvrière comme d'un levier, pour leur politique. Enfin, le 4 août, l'un de ces dirigeants, Nahid Islam, déclara : « Si les bâtons ne suffisent pas, nous sommes prêts à prendre les armes. [...] Formez des comités de lutte de la résistance dans chaque quartier, chaque village. [...] À partir de maintenant, les étudiants vont

diriger le pays. » La suite allait montrer que, malgré ces phrases révolutionnaires, ils en étaient incapables.

L'ARMÉE LÂCHE HASINA

Car si Hasina dirigeait de façon autoritaire, elle le faisait au nom et pour les intérêts de la véritable détentrice du pouvoir : la classe capitaliste, elle-même appuyée sur l'appareil d'État. Or, jamais les dirigeants étudiants ne visèrent ce pouvoir. La question n'aurait pas alors été de boycotter ou de bloquer, mais de chercher à balayer ce pouvoir et à le remplacer par un autre : celui de la classe ouvrière, qui seule en aurait été capable. Mais aucune force politique ne cherchait, en son sein, à lui donner cet objectif.

Du côté des dirigeants des classes possédantes, il devenait clair que le mouvement ne pouvait être seulement endigué par la répression, le couvre-feu et la coupure d'internet. Les 3 et 4 août, plus d'un demi-million de manifestants s'étaient encore

rassemblés sans fléchir face à la répression, alors à son comble. Il fallait trouver une solution pour désamorcer la révolte avant qu'elle ne se transforme en une révolution. Plutôt que de s'engager dans une répression plus violente encore, aux conséquences incertaines, décision fut prise de jouer des illusions démocratiques. Déjà, le soir du 4 août, le général Waker-uz-Zaman, principal dirigeant militaire, avait déclaré que l'armée – qui participait encore le jour même à la répression – serait « toujours du côté du peuple ». Le même jour, des officiers en retraite demandaient à l'armée de « retirer ses forces des rues ». Un ancien chef d'état-major ajoutait : « Nous sommes profondément préoccupés, troublés et attristés par tous les meurtres, les tortures, les disparitions et les arrestations massives. [...] Nos forces armées ne devraient en aucun cas venir en aide à ceux qui sont à l'origine de la situation actuelle. » Ils lâchaient Hasina. Le lendemain, après quinze ans au pouvoir, Hasina dut fuir en catastrophe, direction l'Inde. Le général Zaman en fit l'annonce.



La joie des manifestants après l'annonce de la fuite de Sheikh Hasina. L'armée, elle, est toujours là. Dacca, le 5 août 2024.

Des centaines de milliers de protestataires étaient alors déjà en route pour la « Longue marche pour Dacca » appelée par le SAD : ce qui devait être, selon le dirigeant étudiant Asif Mahmud, la « bataille finale », se mua en éruption de liesse populaire.

HASINA PARTIE, LES GÉNÉRAUX RESTENT

La révolte avait contraint les possédants à un recul important, même si, et la conscience de cela manquait, ce succès n'avait rien de décisif. Hasina avait placé des fidèles à la direction de l'armée et de l'appareil d'État. Le général Zaman lui-même était lié par mariage à la famille de Hasina. Nombre de capitalistes du textile étaient associés à la Ligue Awami, en tant que membres parfois, voire comme députés. Avec la chute de Hasina, certains jugèrent prudent de fermer leurs usines et de fuir à l'étranger. Mais les intérêts de classe des capitalistes dépassaient Hasina et le cas de capitalistes particuliers. Pour préserver l'essentiel, il fallait prendre le risque d'un recul et d'un bouleversement de façade.

Il devenait urgent d'agir car les travailleurs étaient de plus en plus nombreux à prendre part à la révolte et ils risquaient de suivre l'appel à former des comités. Des signes de mécontentement quant

à la violence de la répression, voire de sympathie pour la révolte, apparaissaient parmi les conscrits et les jeunes officiers de l'armée. Surtout, il fallait revenir à une situation stable pour reprendre l'exploitation des travailleurs du textile, alors que, fin juillet, les patrons du secteur déclaraient perdre 150 millions de dollars par jour. La révolte et la répression avaient désorganisé la production. Et pour les donneurs d'ordres, les multinationales américaines et européennes de l'habillement, il n'était pas question d'attendre. Les capitalistes bangladais étaient-ils incapables d'assurer les commandes ? Les donneurs d'ordres les passaient à leurs concurrents en Inde ou au Vietnam. Dans la compétition économique mondiale, la compétitivité se mesure non seulement aux salaires, mais aussi à la capacité des États à maintenir l'ordre et la continuité de l'exploitation. Hasina n'assurant plus ce rôle, elle fut lâchée, et les généraux s'activèrent pour trouver un plan B.

YUNUS ET LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Les étudiants s'organisaient eux aussi, mais pour des objectifs différents. La fuite de Hasina avait poussé les 200 000 policiers du pays à se terrorer, par crainte

des foudres de ceux qu'ils venaient de réprimer. Les fractions les plus réactionnaires de la société en profitèrent pour se livrer à des violences communautaires, notamment contre la minorité hindoue. Les étudiants, avec leurs comités, s'organisèrent pour assurer la circulation, nettoyer les rues, protéger les quartiers, les biens, les lieux de culte. Mais, entre cela et « diriger le pays », il y avait loin.

L'initiative était à l'armée – qui, elle, n'abandonna jamais la rue. Elle avait derrière elle une longue expérience. Dès le 6 août, une réunion se tint entre ses dirigeants et les partis d'opposition. Le même jour, l'armée invita les dirigeants étudiants à négocier la composition d'un nouveau gouvernement. À la grande satisfaction de tous les exploiters du Bangladesh, les dirigeants étudiants offrirent leur crédit à l'armée qui, après une répression sanglante, jouait à la garante de la démocratie. Ils s'accordèrent sur un nom : Muhammad Yunus. Dès le 8 août, celui-ci formait son gouvernement provisoire.

Prix Nobel de la paix en 2006, connu comme « le banquier des pauvres », spécialisé dans le micro-crédit, Yunus avait derrière lui une longue carrière au sein de diverses institutions bourgeoises. Opposant à Hasina, il n'appartenait à aucun parti. Il était susceptible de servir de façade démocratique pour assurer la perpétuation de la domination de la bourgeoisie impérialiste et bangladaise sur le prolétariat. Et il sut flatter habilement les sentiments des étudiants, parlant de leur révolte comme de la « révolution de Juillet », un danger qu'il était justement chargé de désamorcer.

Yunus forma son gouvernement provisoire avec d'anciens banquiers, procureurs, ambassadeurs et officiers supérieurs de l'armée. À la tête de la banque centrale, il nomma un économiste ayant travaillé 27 ans pour le Fonds monétaire international (dont les interventions ont contribué à semer la misère au Bangladesh). Il confia le ministère de l'Intérieur à un ancien officier supérieur de l'armée, qui insista sur la nécessité de récupérer au plus vite les armes à



L'arrivée de Muhammad Yunus (au centre) pour une conférence de presse à l'aéroport de la capitale, accompagné du général Waker-uz-Zaman (à gauche). Dacca, le 8 août 2024.

SOMOYNEWS.TV



Les étudiants Asif Mahmud (à gauche) et Nahid Islam (à droite), nommés ministres du gouvernement provisoire par Muhammad Yunus (au centre). Dacca, 8 août 2024.

feu saisies par les manifestants durant la révolte. Il offrit enfin des postes ministériels subalternes à deux des principaux dirigeants étudiants, Nahid Islam et Asif Mahmud, pour donner l'illusion que le gouvernement provisoire représentait aussi les combattants de juillet : en fait, pour mieux les démobiliser.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE CONTRE LES TRAVAILLEURS DU TEXTILE

Mais les travailleurs se trouvaient toujours face aux salaires de misère, aux impayés, au chômage et à la hausse continue des prix. C'est pourquoi, pendant des mois, à partir d'août 2024, et à nouveau en mars 2025, grèves et manifestations ouvrières se sont multipliées. Des illusions existaient sur le gouvernement provisoire, dont les promesses d'égalité sociale et de justice servaient à agiter l'espoir qu'il se préoccuperait du sort des travailleurs. Mais, expression d'une certaine méfiance, les travailleurs n'attendaient pas : ils agissent. En chassant Hasina, ils avaient pris confiance en leurs forces. Et s'ils considéraient avoir gagné des droits démocratiques avec son départ, c'était pour améliorer leur sort, pour s'organiser et se battre pour leurs revendications : sur les salaires et les cadences, pour des embauches permanentes, l'arrêt des licenciements et la fin des listes noires, et pour la reconnaissance de leurs

organisations syndicales.

Face à eux, les travailleurs ont de nouveau trouvé les gangs à la solde des patrons, les dirigeants des syndicats jaunes et, toujours, la police et l'armée. Yunus accusa les ouvriers en lutte d'être au service de l'étranger ou de la Ligue Awami, d'être des ennemis de la « révolution de juillet ». Fin août 2024, l'armée fut dotée de pouvoirs judiciaires spéciaux et déployée dans les districts industriels pour mettre un terme à ce qu'un conseiller de Yunus qualifia de « menées subversives ». Depuis, comme lors des mois de luttes ouvrières de 2013 et 2023, des ouvriers, au moins deux, ont été tués par les forces de l'État. En luttant sans attendre, les travailleurs du textile ont révélé la nature antiouvrière du gouvernement provisoire. Ils ont vérifié qu'avec Hasina comme avec Yunus, ils font face aux mêmes exploiters capitalistes, aux mêmes policiers, au même État.

L'ISSUE DES COMBATS RESTE À DÉCIDER

Aujourd'hui, la crise reste ouverte. La Ligue Awami a été interdite, et 12 000 de ses membres arrêtés en février-mars dernier lors de l'opération Chasse au démon. La concurrence pour prendre les positions laissées libres fait rage entre les différentes fractions politiques de la bourgeoisie. Le BNP, le Congrès islamique et, désormais, le Parti national des citoyens (formé

par des dirigeants étudiants du SAD) affichent, comme le gouvernement provisoire, des positions nationalistes et martiales (contre l'Inde notamment). Déjà, les bandes du BNP remplacent celles de la Ligue Awami au service des patrons. Quant aux islamistes, ils manifestent et commencent à harceler les femmes qui ne couvrent pas leurs cheveux. Fin mai, Yunus, dont les relations sont tendues avec l'armée, a menacé de démissionner. Les menaces des généraux sont d'un autre ordre : au nom de « la souveraineté et de l'unité du pays », ils pourraient tenter de dénouer la crise politique – et, en même temps, essayer de faire taire l'agitation sociale – par un coup d'État militaire.

Quelle sera l'issue ? Ce qui est sûr, c'est qu'avant même d'avoir une existence formelle, la démocratie bourgeoise a déjà donné ce qu'elle pouvait dans un pays sous-développé comme le Bangladesh : une option politique, déterminée par les circonstances, pour que les classes possédantes puissent maintenir leur société d'exploitation. Pour le reste, contrairement à ce que prétendent les dirigeants étudiants, Yunus et consorts, ce ne sont ni de possibles élections en février 2026 ni une réforme de la constitution qui empêcheront « le retour de l'autoritarisme ». Le Bangladesh est intégré, à l'un des derniers rangs, à une économie capitaliste mondiale elle-même en crise. Ce sont ces fondements-là qui décident de la physionomie de la bourgeoisie et de l'État du Bangladesh, en même temps qu'ils maintiennent ses masses populaires dans la misère et soumettent sa classe ouvrière à une exploitation forcée. La brutalité de l'État sous Hasina ne fut pas le fruit de sa personnalité, mais le résultat de ces contradictions sociales irréciliables. Dans le cadre du capitalisme, il ne pourra en être autrement. Telle est l'impasse dans laquelle les dirigeants étudiants du SAD ont mené la révolte de juillet. Et voilà pourquoi le gouvernement Yunus a répondu aux luttes des travailleurs du textile par les calomnies, les matraques et les balles.



Des travailleurs du textile font face aux forces de l'État, au deuxième jour de manifestations pour les salaires et contre les licenciements et les lock-out, à Gazipur au nord de Dacca, le 23 mars 2025.

DES LEÇONS POUR L'AVENIR

Que l'armée reprenne la première l'offensive, que l'initiative appartienne à nouveau à la jeunesse étudiante ou qu'elle vienne d'une généralisation des luttes, encore dispersées, de la classe ouvrière, des combats plus décisifs que ceux de l'été 2024 restent à venir. Il sera alors crucial d'avoir tiré les leçons de l'année écoulée.

Comme ces dernières années en Birmanie ou au Sri Lanka,

la combativité n'a pas manqué aux révoltés du Bangladesh. Ce qui a manqué, c'est une direction visant à remettre en cause le système capitaliste et la division du monde imposée par l'impérialisme. En ce sens, un combat décisif se joue dès maintenant : travailler à la construction d'un parti communiste révolutionnaire afin que la classe ouvrière puisse, dans les luttes futures, défendre ses intérêts, son programme, et se donne pour ce faire l'objectif de prendre elle-même le pouvoir, en balayant les capitalistes et leur État. En

montrant la voie aux travailleurs d'Asie et du monde, la classe ouvrière du Bangladesh ferait ainsi le premier pas pour sortir de la misère et du sous-développement. C'est à donner corps à cette perspective dans la classe ouvrière que peuvent s'atteler ceux, des travailleurs ou étudiants amenés à l'action avec la révolte de l'été 2024, qui refusent de se contenter de promesses et de phrases creuses sur la liberté ou le progrès.

20 août 2025



Cameroun : la sale guerre coloniale de la France (1955-1971)

Dans une lettre écrite le 30 juillet au président camerounais, Paul Biya, Macron a admis que la France avait mené au Cameroun une guerre « au cours de laquelle les autorités coloniales et l'armée française ont exercé des violences répressives de nature multiple ». Cet aveu n'est en fait pas nouveau : en 2015, Hollande avait déjà parlé d'épisodes « extrêmement tourmentés et tragiques même »¹. Mais plus de 50 ans après les massacres qui ont ensanglanté le Cameroun entre 1955 et 1971, cette reconnaissance des dirigeants français est purement verbale : elle est avant tout une manœuvre cynique pour sauvegarder les intérêts de leur impérialisme au Cameroun.

Économiquement, la France est toujours bien présente au Cameroun. Pierre Castel, treizième fortune de France, contrôle 80 % du marché des boissons et 20 000 hectares de plantations de cannes à sucre. Bolloré, qui a longtemps possédé le port de Douala et 80 % de la compagnie ferroviaire Camrail, y exploite toujours des plantations de palmiers à huile. Orange domine le réseau téléphonique, et donc une bonne partie des activités financières car beaucoup de paiements se font par téléphone mobile.

En écrivant à Paul Biya, président du Cameroun depuis 1982, Macron s'est adressé à l'héritier du régime d'Amadou Ahidjo, mis en place en 1960 par la France pour accompagner la décolonisation et maintenir son influence. Dans sa lettre, Macron minore le nombre des victimes et écarte la responsabilité des services secrets français dans l'assassinat en 1960 à Genève de Félix Moumié, un des principaux dirigeants indépendantistes avec Ruben Um Nyobe, lui-même exécuté par l'armée française en 1958. Entre 1955 et 1971, l'armée française et ses forces supplétives camerounaises ont tué en fait plus de 100 000 personnes, dans un pays de

3,5 millions d'habitants. Jusqu'à récemment, l'ampleur de ces massacres était totalement occultée par l'État français : elle était pourtant connue, du moins de ceux qui ont subi la répression et des militants anti-impérialistes, au Cameroun et ailleurs en Afrique, et en France.

En mettant en place en 2022 une commission d'historiens pour travailler sur certaines archives de la guerre au Cameroun, Macron a prétendu jouer la transparence, comme il l'a prétendu à propos des responsabilités de la France dans le génocide de 1994 au Rwanda. Mais ces commissions, en reconnaissant des « fautes » et de prétendues « erreurs d'appréciation », aboutissent à minimiser les crimes commis par l'impérialisme français en Afrique². Au moment des indépendances, le Cameroun a été un laboratoire de la « décolonisation » à la française. C'est une politique qui a été élaborée sous la 4^e République et des gouvernements de gauche, puis mise en œuvre après 1958 par de Gaulle et la droite, et après 1981 par Mitterrand. Un système de contrôle étroit, par le biais des appareils militaire, politique, administratif et financier, a

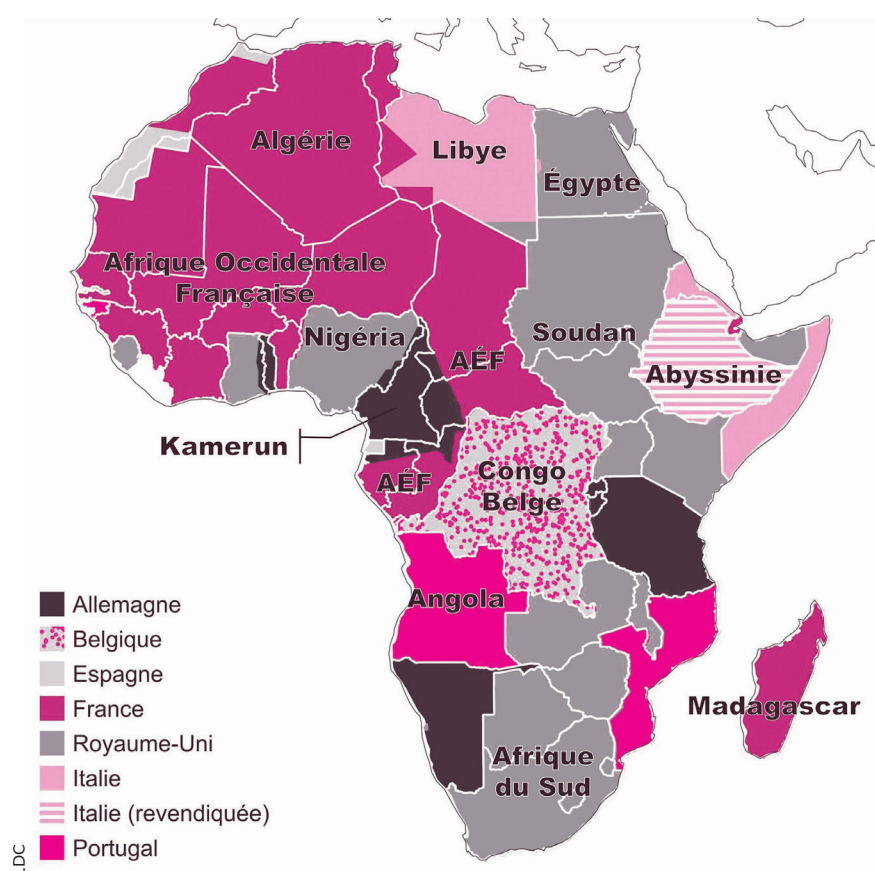
permis à l'impérialisme français de maintenir son influence tout en étant de plus en plus une puissance de second rang.

« PARTIR POUR MIEUX RESTER »

Cette expression du radical Edgar Faure, ministre à de nombreuses reprises entre 1949 et 1973, résume la politique de la France au moment des indépendances en Afrique. Les bouleversements de la Deuxième Guerre mondiale, la profonde vague de révoltes anticoloniales et les pressions des États-Unis, rendaient la décolonisation inévitable. Le problème de l'État français était alors de gérer son retrait apparent, en plaçant des régimes à sa solde, en formant des dirigeants africains et des États à même de contrôler la société. Mais les grandes puissances, y compris l'impérialisme américain favorable à la fin des chasses gardées des vieilles puissances coloniales, ne voulaient pas que la décolonisation vienne d'en bas, et aboutisse à la formation d'États forts d'un soutien populaire qui leur aurait offert des

¹ Cité dans *Le Monde*, 26 juillet 2022.

² Sur ce sujet, on peut lire : « Génocide au Rwanda : 27 ans de mensonges et de déni sur la complicité de la France », *Lutte de classe* n° 217 de juillet-août 2021.



1914 : à coups de manœuvres et de conquêtes militaires, les grandes puissances se sont partagé toute l'Afrique. Le Kamerun est une colonie allemande depuis 1884.

marges de manœuvre vis-à-vis de l'impérialisme.

Au Cameroun, la lutte pour l'indépendance était menée depuis 1948 par l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui bénéficiait d'un appui massif dans la population. Pour l'impérialisme français, l'UPC était l'obstacle à abattre pour imposer un régime qu'il puisse contrôler. C'était d'autant plus crucial à ses yeux que la révolte au Cameroun pouvait être contagieuse, entraîner les pays voisins, issus du morcellement de l'Afrique équatoriale Française (AEF), le Congo-Brazzaville, la Centrafrique et le Gabon. Pour liquider l'UPC et terroriser la population, la France mena donc au Cameroun une guerre atroce.

DU CAMEROUN ALLEMAND À LA COLONISATION FRANCO-BRITANNIQUE

En 1884, peu avant la conférence de Berlin (janvier 1885)

au cours de laquelle les grandes puissances européennes se partagèrent le « gâteau africain », le Cameroun fut conquis par l'Allemagne. Les résistances à cette colonisation furent importantes, parmi les habitants du pays Bamiléké au sud, dont les autorités allemandes dirent qu'il fallait « les exterminer tous », et dans le nord, peuplé de populations musulmanes, peules ou animistes. Comme dans les colonies françaises, britanniques ou belges, l'exploitation fut féroce, pour extraire les bois précieux, le caoutchouc, le cacao, l'huile de palme, le café et le tabac.

En 1914, les grandes puissances impérialistes entraînèrent la planète dans la Première Guerre mondiale. Elle concerna aussi le continent africain et le Cameroun connut des batailles entraînant des destructions importantes. Dès 1915, les armées française et britannique occupèrent la colonie allemande. Après 1918, cette occupation fut approuvée par la Société des Nations. Le Cameroun

fut coupé en deux « protectorats », accaparés par la France et la Grande-Bretagne.

NAISSANCE D'UN COURANT INDÉPENDANTISTE

Dès la colonisation allemande et ensuite sous le joug français, un sentiment national apparut au Cameroun, notamment parmi la mince couche de jeunes Africains qui avaient accès à l'école. Parmi eux, le plus connu fut Ruben Um Nyobe. Né en 1913 de parents paysans, Ruben put néanmoins suivre une scolarité et devint employé dans l'administration coloniale. Dans les années 1930, il s'engagea dans la Jeunesse camerounaise française, une organisation mise sur pied par l'administration française pour contrecarrer l'influence de l'Allemagne mais où plusieurs futurs dirigeants indépendantistes se politisèrent. En 1944-1945, Ruben Um Nyobe fut formé au Cercle d'études marxistes de Yaoundé, un groupe d'étude communiste (GEC) animé par des responsables français du PCF, en particulier Gaston Donnat. L'objectif de ces GEC, qui existeront aussi à Dakar et à Conakry jusqu'en 1951, était de « *lutter contre le racisme, le nazisme et le colonialisme* ». Les militants africains et français y étudiaient ensemble, ce qui bouleversa Ruben Um Nyobe, qui raconte : « *C'est la première fois que je m'assois à la table d'un Blanc : je considère cela comme un grand événement au Cameroun, je ne l'oublierai pas.* »³

Dans ces cercles d'études du PCF, Ruben Um Nyobe et ses camarades ne furent pas formés dans un authentique esprit communiste, avec l'objectif que les travailleurs prennent le pouvoir, comme en Russie en 1917. Sur la question coloniale, l'Internationale communiste, créée en 1919 en pleine vague révolutionnaire, se rangeait aux côtés de tous les peuples opprimés se soulevant contre l'oppression, même quand ils menaient leur combat sous la direction de leur bourgeoisie nationale. Mais en même temps, l'Internationale communiste

³ Gaston Donnat, *Afin que nul n'oublie jamais : l'itinéraire d'un anti-colonialiste*, L'Harmattan, 1986.



Tirailleurs de l'armée française à Yaoundé en 1917.
Dès janvier 1916, cette ville créée par les colonisateurs allemands est occupée par l'armée française.

affirmait clairement que si les communistes devaient « *entrer en relations temporaires et former des unions avec les mouvements révolutionnaires [non prolétaires] dans les colonies et les pays arriérés* », ils ne devaient « *toutefois jamais fusionner avec eux, et [devaient] conserver toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire* »⁴. Dans un pays agricole comme le Cameroun, comme dans bien des pays pillés par l'impérialisme, la classe ouvrière était embryonnaire, mais il était vital pour les opprimés qu'elle joue un rôle dirigeant dans les luttes contre la colonisation. Cependant, gangrené par la dégénérescence stalinienne, devenu réformiste et défenseur de l'État bourgeois français et de ses colonies, le PCF défendit une politique opposée. Dans une circulaire du PCF de 1948 sur l'orientation de la direction des organisations politiques en Afrique, les dirigeants staliens français écrivaient que dans les colonies, il était « *dangereux de faire jouer à la classe ouvrière le rôle dirigeant dans le mouvement politique* ». Dans les textes servant de base aux formations des GEC, les responsables français du PCF comme Jean Suret-Canale expliquaient,

à grand renfort de citations de Staline et d'extraits déformés de Lénine, qu'il fallait « *éviter dans toute la mesure du possible les conflits entre travailleurs et employeurs autochtones mais leur faire comprendre qu'ils sont victimes d'un exploiteur commun : l'impérialisme* »⁵.

Les staliens n'atténuaient pas seulement la lutte des classes : le PCF se comportait en parti responsable devant la bourgeoisie française. Même après que ses ministres eurent été évincés du gouvernement en mai 1947, il défendit l'Union française, le nouveau nom de l'empire colonial après 1945, au nom de la nécessité de contrer les États-Unis, qui eux poussaient à la décolonisation pour s'ouvrir les marchés protégés de la France et de la Grande-Bretagne. En 1949, Raymond Barbé, responsable de la section coloniale du PCF de 1945 à 1950, écrivait « *l'impérialisme américain se trouve à la tête du camp antidémocratique et poussé par les nécessités de ses propres contradictions, il a entrepris d'étendre son hégémonie sur le monde [...]. L'Afrique noire devient ainsi un élément important dans les combinaisons stratégiques des impérialistes, en même temps qu'un champ d'expansion des capitaux américains* ». Au prétexte

de s'opposer à l'expansion de l'Amérique, le PCF s'alignait ainsi totalement derrière son propre impérialisme.

DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE À LA RÉVOLTE ANTICOLONIALE

En juin 1940, le prestige de la France dans ses colonies avait été mis à mal par la défaite face à l'armée allemande, démontrant aux peuples colonisés que la puissance coloniale n'était pas invincible. En 1944, lors d'une conférence à Brazzaville réunissant les gouverneurs coloniaux, sans aucun représentant africain, de Gaulle avait utilisé des formules ambiguës, laissant croire qu'il pourrait y avoir des avancées pour les peuples. Pour défendre les intérêts de l'État français, il avait besoin d'enrôler dans son armée des centaines de milliers de soldats issus des colonies, des tirailleurs venus du Sénégal, d'Algérie, du Congo... et du Cameroun. Mais à partir de 1945, l'oppression coloniale souleva une profonde vague de révolte. Alors que la Deuxième Guerre mondiale avait été présentée comme celle de la démocratie contre le fascisme, il n'y eut aucune « libération » pour les peuples colonisés. En mai 1945, la seule réponse aux manifestations pour l'indépendance en Algérie fut les massacres de Kherata, Sétif et Guelma, qui firent entre 10 000 et 40 000 victimes. En septembre 1945 à Douala, le grand port du Cameroun, une grève pour les salaires éclata parmi des journaliers travaillant au chemin de fer, la couche la plus exploitée des cheminots. Elle entraîna les quartiers populaires de Douala, avant d'être écrasée par les milices coloniales. Étouffée pour un temps, la révolte n'allait pas tarder à resurgir, nourrie par l'oppression et l'exploitation coloniale.

L'Union des populations du Cameroun (UPC) était animée par de jeunes militants, travaillant pour l'administration française,

⁴ Second congrès de l'Internationale communiste, thèses et additions sur les questions nationales et coloniales, juillet-août 1920.

⁵ Jean Suret-Canale, *Les groupes d'études communistes (GEC) en Afrique noire*, L'Harmattan, 1994.

comme instituteurs, employés ou médecins pour les populations africaines, subissant le racisme de l'ordre colonial, qui les cantonnait à des tâches subalternes. Son dirigeant le plus respecté fut Ruben Um Nyobe, qui était un peu plus âgé. Dans son roman *Remember Ruben*, l'écrivain camerounais Mongo Beti écrit ainsi qu'il « *était toujours question de Ruben dans ce faubourg ; les jeunes du quartier étaient prêts à mourir pour Ruben, tout de suite, s'il le fallait et avec joie* ». Vivant dans les quartiers populaires, les travailleurs prenaient conscience et commençaient à s'organiser. Dans cette période d'agitation sociale, les syndicats créés par les militants anticoloniaux et les responsables du PCF se développaient. L'Union des syndicats du Cameroun devint un pilier de l'UPC qui gagna ainsi un appui important parmi les exploités des villes, en particulier dans le port de Douala.

MONTÉE EN PUISSANCE DE L'UPC

Même faible numériquement, la classe ouvrière était bien présente mais personne ne défendit la perspective qu'elle prenne la tête de la révolte anticoloniale. Malgré la répression de l'administration coloniale, l'UPC s'implantait dans toute la société, parmi les jeunes intellectuels, les sans-travail, les travailleurs du

port de Douala et les cheminots, parmi les ouvriers des plantations et les petits paysans des campagnes, qui formaient l'écrasante majorité de la population. Ruben Um Nyobe devenait de plus en plus populaire. Entre 1952 et 1954, il fut entendu trois fois à l'ONU à New York, ce qui reflétait la pression à la décolonisation venant des États-Unis, pour qui l'ONU servait de paravent politique. Dans ses discours, au ton et aux objectifs modérés, Ruben Um Nyobe dénonçait l'oppression coloniale française, en défendant l'indépendance et l'unification des Cameroun français et britannique. Par la presse et les tracts de l'UPC, chacune de ses interventions était préparée en amont par des pétitions puis diffusée massivement dans tout le pays.

Les femmes assuraient – comme pour toute la vie sociale – une large partie de la logistique, pour abriter les militants, les nourrir et la femme d'un dirigeant de l'UPC, Marthe Moumié, animait une organisation de femmes. L'UPC, qui comptait entre 20 000 et 80 000 militants, était une organisation sans distinction d'ethnies ou de langues, nombreuses dans le pays. Même ce simple aspect de la politique de l'UPC était un problème pour l'impérialisme et un obstacle à sa politique de division. Si la décolonisation était inévitable, il ne fallait pas, aux yeux des impérialistes, qu'elle soit imposée par en bas, et que la population révoltée porte à sa tête des dirigeants

choisis par elle, disposant d'un crédit et d'une base sociale solide, comme ceux de l'UPC. Cette préoccupation était d'ailleurs partagée par les États-Unis, qui fournissaient comme en Indochine et en Algérie une large partie du matériel militaire utilisé par l'armée française.

La France et ses hommes d'affaires avaient aussi des intérêts économiques à défendre au Cameroun. Avec le pétrole découvert en 1947 dans le golfe de Guinée, ses plantations agricoles de cacao, de café et ses bois, le Cameroun comptait pour l'impérialisme français. Celui-ci devait aussi gérer les réactions de ce milieu de colons, fait de plusieurs milliers d'individus imprégnés de préjugés racistes, viscéralement attachés aux privilèges que leur offrait la domination coloniale.

LA GUERRE COLONIALE AU CAMEROUN

Impuissants à endiguer la montée en force de l'UPC, les dirigeants français firent le choix de la répression. En mai 1955, une agitation sociale importante se développa, des grèves éclataient pour les salaires et les manifestations nombreuses réclamaient l'indépendance. Le haut-commissaire français dirigeant le Cameroun se livra à une série de provocations qui finirent par déclencher des émeutes à Douala, à



Au premier rang, les principaux dirigeants de l'UPC : au centre avec les lunettes de soleil, Ruben Um Nyobe, tué par l'armée française en 1958. À sa gauche : Félix Moumié, assassiné en 1960, et Ernest Ouandié, exécuté en 1971.

Yaoundé et dans d'autres villes. La réponse de l'armée française fut extrêmement brutale : elle ouvrit le feu sur les manifestants, procéda à des arrestations et des détentions arbitraires. Dans son livre *Main basse sur le Cameroun*⁶, interdit en France à sa sortie en 1972, l'écrivain camerounais Mongo Beti écrit à propos de cette répression : « On vit la troupe massacrer les Africains avec une sorte d'enthousiasme sadique. » En juillet 1955, traitée de terroriste, l'UPC fut interdite, en s'appuyant sur la loi de janvier 1936 contre les ligues d'extrême droite.

En 1956, l'arrivée de la gauche au pouvoir ne changea rien : au contraire, le gouvernement du socialiste Guy Mollet intensifia la guerre, au Cameroun comme en Algérie, avec Mitterrand comme ministre de la Justice. Au Cameroun, ce gouvernement nomma haut-commissaire le gaulliste Pierre Messmer, un ancien officier de la Légion étrangère en Indochine, futur Premier ministre de De Gaulle. Encore en 2008, Messmer disait : « L'UPC était dirigée par des chefs communistes impitoyables. Um Nyobé faisait régner la terreur ; et à partir de ce moment-là, j'ai décidé de lui faire la guerre, et l'éliminer. »⁷ En fait, l'UPC n'était évidemment ni terroriste ni communiste. Même ses liens avec le PCF, qui avaient précisément contribué à former des cadres plus nationalistes que communistes, se distendirent à partir de 1956, quand le PCF eut voté les pouvoirs spéciaux au socialiste Guy Mollet.

Pour écraser l'UPC et contrôler la population qui se soulevait sous son drapeau, l'armée française eut recours aux méthodes de la « guerre contre-insurrectionnelle », qu'elle avait mises au point à Madagascar et surtout en Indochine puis en Algérie. L'armée française ne parlait pas de guerre mais de « pacification », terme hypocrite désignant les opérations visant à écraser l'assise populaire de l'UPC. Pour « vider l'eau du bocal » qui permettait aux militants indépendantistes de survivre à la répression coloniale, l'armée déporta



Cameroun, 1958 : manifestation de soutien à l'Union des populations du Cameroun (UPC) et au FLN algérien. La révolte est contagieuse !

les habitants des villages dans des camps, instituant dans le sud du pays une Zone de pacification du Cameroun (ZOPAC). Dans cette zone, les militaires français pouvaient tirer à vue sur tout Camerounais circulant en dehors des camps de déportation. Les arrestations arbitraires et la torture se généralisèrent. Les militants arrêtés étaient exécutés sommairement. Le 13 septembre 1958, des officiers français capturèrent et assassinèrent Ruben Um Nyobe. Ils mutilèrent son corps, le traînèrent par les pieds à l'arrière d'un véhicule dans plusieurs villages afin de montrer qu'il était bien mort, avant de l'enterrer dans un lieu secret, coulé sous un massif bloc de béton.

Pendant que l'armée réprimait, Messmer et le gouvernement français sélectionnèrent une couche de dirigeants camerounais à même de prendre le relais de l'administration coloniale. En 1957, une loi du Parlement français créa des gouvernements dans les colonies, et au Cameroun, un exécutif fut constitué. Les postes de vice-premier ministre et de ministre de l'Intérieur furent attribués à Ahmadou Ahidjo, un employé des postes du nord du pays qui

avait auparavant siégé dans deux assemblées fantoches mises en place par l'administration coloniale. Sa principale qualité était d'être totalement fidèle à la France. Loin d'être l'œuvre unique des gaullistes, la « Françafrique » a été préparée sous des gouvernements SFIO, qui avaient l'appui du PCF. Un aspect de cette politique consista à morceler l'empire colonial en une multitude d'États qui puissent être contrôlés par l'ancienne puissance coloniale. Ainsi, l'immense Afrique équatoriale française (AEF) fut fragmentée entre le Gabon, le Cameroun, la Centrafrique, le Tchad et le Congo-Brazzaville.

UNE INDÉPENDANCE SOUS TUTELLE IMPÉRIALISTE

Les indépendances, purement formelles, de chaque pays africain furent organisées pour ne pas être simultanées. Le Cameroun fut le premier de la liste, le 1^{er} janvier 1960. L'armée française continua de former et d'armer les officiers et militaires camerounais. Fort de cet appui, le régime d'Ahidjo put poursuivre et intensifier la guerre contre

⁶ Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun*, Maspero, 1972.

⁷ Gaëlle Le Roy et Valérie Osof, *Cameroun, autopsie d'une indépendance*, documentaire, 2008.

l'UPC, qui avait dû se replier dans les campagnes pour échapper à la répression. Elle dura jusqu'en 1971. Taxée de terrorisme par le régime comme auparavant par le colonisateur français, l'UPC ne disposait que de très peu d'armes, de quelques fusils, de machettes, de lances et de bâtons. Sa vraie force résidait dans le soutien que lui apportait la grande majorité de la population camerounaise. Le régime allait le faire payer à l'une et à l'autre. Cité dans le livre *Main basse sur le Cameroun*, le correspondant de l'agence Reuters, Charles Van de Lanotte, témoignait : « J'ai été écœuré par les abus innombrables d'un vrai régime de Gestapo qui s'est rapidement instauré après l'indépendance [...]. Certaines nuits, on entendait là des hurlements de damnés ; le jour, des camions montaient la route, chargés d'hommes enchaînés ; la nuit, vers 3 heures du matin, c'étaient les pétarades et les grincements

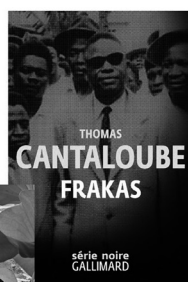
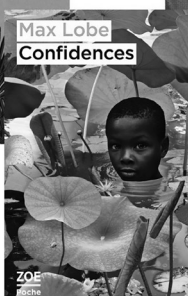
du camion militaire qui allait au cimetière, où une équipe de prisonniers enterrait les corps, nus et sanglants, des malheureux qui avaient été torturés à mort, et parfois respiraient encore [...]. De cruelles représailles ont été souvent exercées aussi contre de pauvres villageois. L'armée arrivait et leur disait : "Vous avez aidé les rebelles, vous allez voir ce qu'il en coûte..." et c'était la razzia, les filles violées, les enfants battus, les femmes mises nues et fouettées. » Le 15 janvier 1971, le dernier dirigeant de l'UPC encore en vie, Ernest Ouandié, fut exécuté par le régime, après avoir été capturé dans le maquis. Trois semaines plus tard, le président français Georges Pompidou rendit visite à Ahidjo, témoignant de son soutien sans faille.

Le Cameroun devint ainsi un pilier pour l'impérialisme français en Afrique, assurant les bénéfices de ses capitalistes y ayant des intérêts. L'exploitation

du pétrole du Cameroun commença en 1977 par la compagnie française Elf, ancêtre de TotalEnergies. En 1982, avec la gauche au pouvoir, Mitterrand manœuvra pour écarter du pouvoir Ahidjo, réputé trop proche de la droite française. Mitterrand était aussi obsédé par la crainte que la France perde son influence au profit des Anglo-Saxons. Paul Biya, Premier ministre d'Ahidjo depuis 1975, le remplaça, grâce notamment à l'appui d'Elf, dont le PDG de 1989 à 1993, Loïk Le Floch-Prigent, dira que « le président Biya n'a pris le pouvoir qu'avec le soutien d'Elf pour contenir la communauté anglophone de ce pays »⁸. Quarante-trois ans plus tard, Paul Biya est toujours à la tête du pays. C'est pour lui permettre de s'y maintenir encore que Macron, représentant d'un impérialisme français affaibli et contesté en Afrique⁹, se livre à un exercice de fausse repentance.

8 septembre 2025

LDC



Des romans qui montrent l'engagement de la population, des femmes, des travailleurs et des petits paysans dans la lutte pour l'indépendance... et les exactions massives de l'armée française pour les terroriser.

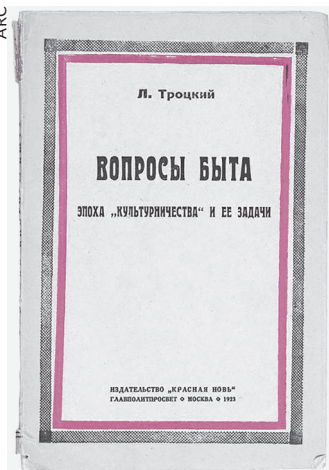
Partout les travailleurs sont indispensables : ici en 2017, dans une brasserie Boissons du Cameroun, propriété des Castel. Cette famille bourgeoise française contrôle une large partie de la production et de la distribution de boissons en Afrique francophone.



COMMONS

⁸ Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa, *La guerre au Cameroun*, La Découverte, 2016.

⁹ Sur ce sujet, on peut lire : « Les déboires de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies d'Afrique », *Lutte de classe* n°231, avril 2023.



La première édition en 1923

Léon Trotsky, Les Questions du mode de vie

Le livre de Trotsky, qui vient d'être réédité dans une version revue et augmentée¹, aborde un aspect peu connu du combat des bolcheviks après la prise du pouvoir en octobre 1917. Lorsque la vague révolutionnaire reflue en Europe à partir de 1921, ils ne se bornent pas à œuvrer pour que se lèvent de nouvelles révolutions ailleurs. Tout en sachant que le destin de la Russie des soviets et celui de la révolution mondiale ne font qu'un, ils entreprennent non seulement d'améliorer le sort des masses laborieuses de Russie, mais d'en reconstruire le mode de vie, et pour cela d'en élever le niveau culturel, dans la perspective de la société socialiste à venir.

Avant même la fin de la guerre civile (1918-1922), que la bourgeoisie avait imposée au pouvoir soviétique, Lénine avait insisté sur l'urgence d'entreprendre une « révolution culturelle ». S'attaquer à des mentalités, des mœurs, une arriération que des siècles de barbarie tsariste avaient ancrées dans les us et coutumes, c'était prolonger la révolution politique et sociale qui avait donné le pouvoir aux masses laborieuses et exproprié les classes exploiteuses.

Ainsi, expliquait Lénine : « *Le socialisme ne pourra prendre forme et se consolider que lorsque la classe ouvrière aura appris à gouverner. [...] Sans cela, le socialisme demeurera une pieuse aspiration.* » Alors : « *Pour rénover notre appareil d'État [issu du tsarisme avec toutes ses tares], nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement, nous instruire ; deuxièmement, nous instruire encore ; troisièmement, nous instruire toujours.* »

Cette nouvelle révolution avait une importance vitale pour l'État ouvrier. Encerclé par l'impérialisme, il voyait en outre

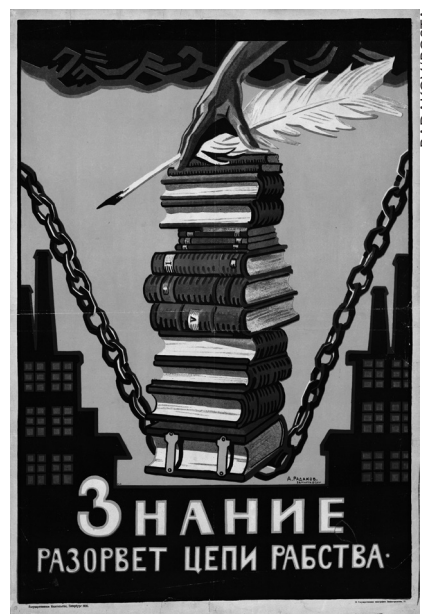
croître au sein de son appareil d'État – danger que Lénine avait très tôt pressenti – une caste de bureaucrates qui allait mettre à profit l'arriération des masses, leur épuisement après sept années de guerre mondiale puis civile, pour s'installer au pouvoir.

Il ne faut donc pas s'étonner que le tome 21 des Œuvres de Trotsky en russe, paru en février 1927 et qui inclut la troisième édition des *Questions du mode de vie*, s'intitule *L'Époque de la lutte pour la culture et ses tâches*². Ce sera le dernier tome de Trotsky publié en URSS, car le stalinisme va interdire ses écrits, emprisonner des milliers de communistes fidèles à Octobre, et liquider le parti de Lénine, son œuvre et ses militants.

En juillet 1923, lorsque paraît la première édition des *Questions du mode de vie*, Trotsky considérait qu'il « manquait dans la bibliothèque du parti une petite brochure qui, sous la forme la plus populaire, montrerait à l'ouvrier et au paysan moyen le lien qui unit certains faits et certains phénomènes de notre époque de transition [entre le capitalisme

et le socialisme] et qui, tout en indiquant une juste perspective, servirait pour l'éducation communiste ».

Pour donner le contenu le plus concret à cette entreprise, il va réunir des dizaines d'organisations du parti dans les usines de la capitale. « *La réunion,*



« *La connaissance brisera les chaînes de l'esclavage* », affiche de 1920.

¹ *Les Questions du mode de vie*, éditions Les bons caractères, 219 pages, 13 euros.

² Il comporte une profusion d'articles, discours et interventions, la plupart jamais traduits, même si l'on prend en compte la partie connue sous le nom de *Littérature et révolution*.

dit-il, dépassa immédiatement les limites du projet initial. Les problèmes relatifs à la famille et au mode de vie passionnèrent tous les participants. Au cours des trois séances [on a] en partie mis au jour les différents aspects de la vie ouvrière à une époque de transition, ainsi que nos moyens d'action sur le mode de vie ouvrier. »

Les interventions qu'y ont faites ces ouvriers et ouvrières communistes sont passionnantes. Il en ressort l'image d'une société traversée par de multiples contradictions, d'un pays qui a fait la révolution, mais dont la population et la classe ouvrière croulent encore sous le poids du passé. Trotsky va se servir de ce matériau d'une richesse inouïe pour indiquer ce qui change dans le quotidien des masses. Il montre aussi sans fard tout ce qui tire en arrière, reprochant ici à des militants d'exagérer la signification de certains progrès, là d'accepter de fournir aux lecteurs des journaux mal écrits et imprimés que les ouvriers ne peuvent comprendre. Ailleurs, il montre comment un certain laisser-aller du langage non seulement reflète l'époque où les aristocrates maintenaient des millions de paysans dans la crasse matérielle et morale, mais freine l'alphabétisation et l'acquisition de nouvelles connaissances.

Trotsky souligne que les rapports sociaux issus de la révolution, la propriété collectivisée et la planification fournissent des leviers pour changer les choses, pour combler des retards, voire dépasser sur certains plans les pays développés.

Mais il ne laisse pas dans l'ombre ce qui a pu s'aggraver dans la situation des classes laborieuses après 1917, et parfois, même si cela semble paradoxal, en relation directe avec des avancées permises par la révolution. Tel est le cas des relations dans les familles, dans les couples. Sur un plan juridique, la femme est devenue l'égale de l'homme. Elle a les mêmes droits que lui, elle peut voter et se faire élire, le mariage n'est plus qu'une formalité, le divorce aussi. La loi protège la mère et ses enfants, qu'elle soit mariée ou pas et qu'ils soient nés d'une « union enregistrée »

(un mariage) ou d'une union de fait. C'est là un bouleversement du cadre de vie familial traditionnel, et cela ne va pas, même dans le parti, sans des réticences qui s'expriment au grand jour. Et puis, leurs nouveaux droits ne sont pas vus par toutes les femmes comme des progrès, parce qu'on n'a pas encore mis en place les moyens matériels collectifs – cantines, crèches, blanchisseries... – qui leur permettraient de s'arracher à l'esclavage domestique.

C'est au début de l'été 1923, alors qu'il est éloigné de Moscou par une maladie qu'il soigne dans le Caucase, que Trotsky écrit presque chaque jour un article pour le quotidien du parti, la *Pravda*, où il traite de la reconstruction indispensable de la vie quotidienne des masses. Les sujets traités sont nombreux et variés : la protection maternelle et infantile, le rôle du cinéma, les bouleversements du cadre familial, les préjugés religieux, la politesse et la propreté, la famille et les traditions, l'usage du « tu » et du « vous » et ce qu'ils recouvrent, l'attention à porter aux détails, etc.

En outre, Trotsky aborde de nouveaux problèmes, et non des moindres, qui surgissent dans la société soviétique. Le parti communiste y est au pouvoir, et pourtant on voit s'y renforcer des modèles de comportement véhiculés par l'ennemi de classe. C'est le cas avec le regain de vigueur de la bourgeoisie que permet la NEP. Cette Nouvelle politique économique, lancée en 1921 sous le contrôle du parti pour réanimer l'économie en y injectant des doses de profit, a entraîné une différenciation sociale à la ville et à la campagne. Partout, nepmen et koulaks prospèrent en tendant à imposer leur morale de profiteurs. Avec la bureaucratie qui prolifère, ces nouveaux bourgeois sont les relais et agents des pressions de l'environnement impérialiste sur une URSS isolée, pauvre et arriérée. C'est aussi pour lutter contre cette menace, explique Trotsky, qu'il faut à tout prix lutter pour élever le niveau culturel des masses, ainsi que des membres de base du parti, qui s'est fortement agrandi depuis Octobre 1917, sans que



« Plus un seul illettré pour le 10^e anniversaire de la révolution d'Octobre », affiche de 1924.

ces nouveaux adhérents aient la même compréhension que les « vieux bolcheviks » des objectifs politiques et de classe du nouveau pouvoir.

Où la société soviétique allait élever son niveau d'éducation, de culture, son mode de vie, et garderait le cap dans la perspective d'une nouvelle marée montante de la révolution mondiale, ou elle se ferait tirer en arrière par les forces de la nouvelle bourgeoisie et de la bureaucratie, donc de l'ordre impérialiste mondial. Il n'y avait pas d'alternative.

Cette idée, qui est contenue dans la théorie de la révolution permanente, parcourt et éclaire tout ce livre. La révolution, même subissant un recul – et il sera bien plus long que Trotsky ne pouvait l'imaginer – reprendra tôt ou tard sa marche en avant, il faut s'y préparer et la préparer. Cette conviction est le fil conducteur de cet ouvrage, passionnant dans ce qu'il fait découvrir du combat d'alors des bolcheviks et enthousiasmant quand Trotsky évoque, au présent et non pas comme une utopie, ce que pourra être une société socialiste, de quels immenses progrès individuels et collectifs elle s'accompagnera, qui porteront l'humanité à des hauteurs encore insoupçonnées.

28 août 2025

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Maghreb: les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants

n° 181, 10 mai 2025 – 3 €

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples

n° 180, 15 mars 2025 – 3 €

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?

n° 179, 1^{er} février 2025 – 3 €

Le système de santé, malade de la financiarisation

n° 178, 23 novembre 2024 – 3 €

L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs

n° 177, 2 mars 2024 – 3 €

Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser

n° 175, 27 janvier 2024 – 3 €

Et aussi

**Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière**

n° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) – août 2023 – 3 €

**Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles**
Édité par Lutte ouvrière – 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



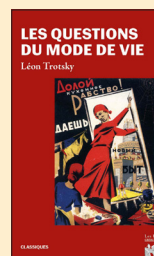
Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Nouveautés

Les Questions du mode de vie
Léon Trotsky

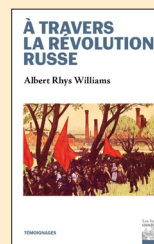
Collection Classiques – 13 €



À travers la Révolution russe

Albert Rhys Williams

Collection Témoignages – 16 €



Les Origines de l'internationalisme ouvrier
De la Ligue des communistes à la Première Internationale

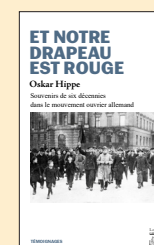
Christian Gasquet

Collection Éclairage – 8,20 €



Et notre drapeau est rouge
Oskar Hippe

Collection Témoignages – 22 €



PUBLICITÉ

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière – PAT
BP 20029 – 93501 Pantin Cedex
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



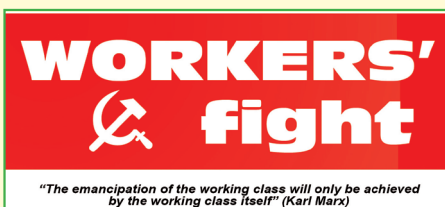
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM, six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE – CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICCL – LONDON WC1N 3XX – GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € – Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, l'Aiguille – 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO – ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICCL – LONDON WC1N 3XX – GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>